Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 MARS 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.
1013

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 13 février 1901, de nommer M. Charles Olivier, marchand, de la cité de Sherbrooke, commissaire pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Sherbrooke.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer par arrêté en conseil, en date du 16 janvier 1901, M. Hercule Boily, marchant, de la ville de Chicoutimi, commissaire pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Chicoutimi. 1193

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 16 janvier 1901, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Saint-François, Joseph Vespaelst, cultivateur, Joseph Emile Têtu, marchand, Alfred Gendron, cultivateur, tous trois de Sainte-Elie d'Orford, Willie Morency, merchant, Charles Fuller, merchand-tailleur, de Sherbrooke, John Hosey, contre-maître, de Capelton, et Angus Robinson, cultivateur, de Springroad. 1195

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th MARCH, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 1014

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 13th of February, 1901, to appoint Mr. Charles Olivier, merchant, of the city of Sherbrooke, commissioner for the civil erection of parishes for the roman catholic diocese of Sherbrooke.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 16th of January, 1901, to appoint Mr. Hercule Boily, merchant, of the town of Chicoutimi commissioner for the civil erection of parishes for the roman catholic diocese of Chicoutimi. 1194

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 16th of January, 1901, to associate to the commission of the peace for the district of Saint Francis, Joseph Vespaelst, farmer, Joseph Emile Têtu, merchant, Alfred Gendron, farmer, all three of Saint Elie d'Orford, Willie Morency, merchant, Charles Fuller, merchant tailor, of Sherbrooke, John Hosey, foreman, of Capelton, and Angus Robinson, farmer, of Springroad. 1196

Il a plu a Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 13 février 1901, de nommer MM. Tancrède Jean Oscar Grondin, avocat, de la cité de Hull, et Henri Vincent, teneur de livres, du village de Papineauville, protonotaire conjoint de la cour supérieure, greffier conjoint de la cour de circuit, greffier conjoint de la couronne, et greffier conjoint de la paix pour le district d'Ottawa.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26 janvier 1901, de nommer MM. Zéphirin Vézina et Louis Ulric Talbot, tous deux avocats, de Saint-Joseph de Beauce, protonotaire conjoint de la cour supérieure, greffier conjoint de la cour de circuit, greffier conjoint de la couronne, et greffier conjoint de la paix pour le district de Beauce.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 21 février 1901, de nommer M. François Alfred Têtu, arpenteur, de Gracefield, greffier de la cour de circuit pour le comté d'Ottawa, à Gracefield.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 13 février 1901, de nommer M. Louis Bouchard, cultivateur, de Mille Vaches, greffier de la cour de magistrat de district, à Mille Vaches. 1197

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 25 février 1901, de nommer MM. Edward L. Quirk, docteur, de la ville d'Aylmer, Honoré Charlebois, marchand, de la cité de Hull, Joseph Robillard, médecin, du village de Thurso, Pierre Amédée Quesnel, bourgeois, de la paroisse de Saint-André Avellin, et Philémon de Varennes, notaire, du village de Papineauville, membres de la commission pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique d'Ottawa. 1215

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th of February, 1901, to appoint Messrs. Tancrède Jean Oscar Grondin, advocate, of the city of Hull, and Henri Vincent, book keeper, of the village of Papineauville, joint prothonotary of the superior court, joint clerk of the circuit court, joint clerk of the Crown, and joint clerk of the peace for the district of Ottawa.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 26th of January, 1901, to appoint Messrs. Zéphirin Vézina and Louis Ulric Talbot, both advocates, of Saint Joseph de Beauce, joint prothonotary of the superior court, joint clerk of the circuit court joint clerk of the Crown, and joint clerk of the peace for the district of Beauce.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st of February, 1901, to appoint Mr. François Alfred Têtu, surveyor, of Gracefield, clerk of the circuit court for the county of Ottawa, at Gracefield.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th of February, 1901, to appoint Mr. Louis Bouchard, farmer, of Mille Vaches, clerk of the magistrate's court of the district, at Mille Vaches. 1198

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th February, 1901, to appoint Messrs Edward L. Quirk, doctor, of the town of Aylmer, Honoré Charlebois, merchant, of the city of Hull, Joseph Robillard, physician, of the village of Thurso, Pierre Amédée Quesnel, gentleman, of the parish of Saint André Avellin, and Philémon de Varennes, notary, of the village of Papineauville, members of the commission for the civil erection of parishes of the roman catholic diocese of Ottawa. 1216

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7064.

Wentworth.

La ½ ouest du lot 5, du 6e rang, à James Berry.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Quebec, 5 mars 1901. 1203

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7064.

Wentworth.

W. ½ of lot 5, in 6th range, to James Berry.

E. E. TACHE,
Assistant commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 5th March, 1901. 1204

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Canton Pohénégamook.
4e rang.
Lot 30, à Narcisse Bélanger.
Lot 31, à Hubert Therriault.
Canton Watford.
Lot 24, du rang A, à Ls. A Létourneau.
Canton Gasgrain.
Lot 45, du 8e rang, à Cyp. Dionne.
Canton Roux.
Lot 7, du 3e rang, à Alph. Rouillard.
Canton Mailloux
½ N. E. du lot 22, du 1er rang, à J. Labrecque.
Lot 44, du 2e rang, à P. Théberge.
Lot 15 du rang N. E., riv. à Nap. Théberge.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 9 mars 1901. 1239

No 551.91.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Changement proposé des limites, Orford et Brompton.

Détacher les lots 1 et 2, dans le 5e rang, lot 1 dans le 6e rang., lot 1, dans le 7e rang, et lot 1, dans le 8e rang de la municipalité de Orford, comté de Sherbrooke, de la municipalité scolaire de Brompton, comté de Richmond, et les annexer de nouveau à la municipalité de Orford pour les fins scolaires ; aussi de détacher lot 25, partie sud-ouest du lot 26, partie sud-ouest du lot 27, dans le 6e rang, partie sud-est du lot 22, lots 23 et 24 dans le septième rang ; lots 35 et 36 dans le 8e rang ; lots 28, 29, 30, 31 et 32 dans le 9e rang, et lot 28, dans le 10e rang de la municipalité de Brompton de la municipalité scolaire de Brompton, comté de Richmond, et les annexer à la municipalité scolaire de Orford, comté de Sherbrooke, pour les fins scolaires des protestants.

Ce changement de limites, s'il est accordé, prendra effet le 1er juillet 1901, seulement.

1219

No 1924.00.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Rémie du Lac-au-Sable, dans le comté de Portneuf, la nouvelle paroisse de ce nom, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 24 avril 1899.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1901.

1043-2

No 100 01.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, la nouvelle paroisse canonique de "Saint-Jean de la Croix," avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation de Mgr l'archevêque de Montréal, en date du 19 avril dernier, et publiée dans la "Gazette Officielle de Québec", le 16 juin dernier, (1900).

Cette érection si elle est autorisée ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1901).

1083-2

Township Pohénégamook.
4th range.
Lot 30, to Narcisse Bélanger.
Lot 31, to Hubert Therriault.
Township Watford.
Lot 24, of range A, to Ls. A. Létourneau.
Township Casgrain.
Lot 45, of 8th range, to Cyp. Dionne.
Township Roux.
Lot 7, of 3rd range, to Alph. Rouillard.
Township Mailloux.
N. E. ½ of lot 22, of 1st range, to J. Labrecque.
Lot 44, of 2nd range, to P. Théberge.
Lot 15, of N. E. riv. range, to Nap. Théberge.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 9th March, 1901. 1240

No. 551.91.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Proposed change of limits, Orford and Brompton.

To detach lots 1 and 2, in the 5th range, lot 1, in the 6th range, lot 1, in the 7th range, and lot 1, in the 8th range of the municipality of Orford, Sherbrooke county, from the school municipality of Brompton, Richmond county, and to re-annex them to the municipality of Orford for school purposes ; also to detach lot 25, south west part of lot 26, south west part of lot 27, in the 6th range, south east part of lot 22, lots 23 and 24 in the seventh range ; lots 35 and 36 in the 8th range ; lots 28, 29, 30, 31 and 32 in the 9th range, and lot 28, in the 10th range of the municipality of Brompton from the school municipality of Brompton, Richmond county, and to annex them to the school municipality of Orford, Sherbrooke county, for protestant school purposes.

Should this change of limits, be granted, it will take effect, 1st July, 1901, only.

1220

No 1924.00.
PUBLIC INSTRUCTION DEPARTMENT.

NOTICE

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a district school municipality by the name of "Saint Remi du Lac au Sable," in the county of Portneuf, the new parish of that name, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the 24th of April, 1899.

This erection, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1901. 1044

No. 100-01.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, for catholics only, the new canonical parish of "Saint John of the Cross," with the boundaries which are assigned to it by the proclamation of His Grace the Archbishop of Montreal, dated the 19th of April last, and published in the "Quebec Official Gazette", on the 16th of June last (1900).

This erection if it is authorized will take effect only on the 1st of July next (1901).

1084

PROVINCE DE QUÉBEC.

DEPARTEMENT DES TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 23 février 1901.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, le MARDI, 4e jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

BLOC A.

Rang 3.

	Superficie milles carrés.
1 ½ N. No 10	25
1*a* ½ S. No 10	25
2*b* No 9	50

Rang 4.

2 ½ N. No 1	25
3 ½ S. No 1	25
4 ½ N. No 2	25
5 ½ S. No 2	25
6 ½ N. No 3	25
7 ½ S. No 3	25
8 ½ N. No 4	25
9 ½ S. No 4	25
10 ½ N. No 5	25
11 ½ S. No 5	25
12 ½ N. No 6	25
13 ½ S. No 6	25
14 ½ N. No 7	25
15 ½ S. No 7	25
16 ½ N. No 9	25
17 ½ S. No 9	25

Rang 5.

18 ½ N. No 2	25
19 ½ N. No 3	25
20 ½ S. No 3	25
21 ½ N. No 4	25
22 ½ S. No 4	25
23 ½ N. No 5	25
24 ½ S. No 5	25
25 ½ N. No 6	25
26 ½ S. No 6	25
27 ½ N. No 7	25
28 ½ S. No 7	25
29 ½ N. No 8	25
30 ½ S. No 8	25

Rang 6.

31 ½ N. No 1	25
32 ½ S. No 1	25
33 ½ N. No 2	25
34 ½ S. No 2	25
35 ½ N. No 3	25
36 ½ S. No 3	25
37 ½ N. No 4	25
38 ½ S. No 4	25
39 ½ N. No 5	25
40 ½ S. No 5	25
41 ½ N. No 6	25
42 ½ S. No 6	25
43 ½ N. No 8	25
44 ½ S. No 8	25
45 No 400, Lac Temiscamingue	12¾

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 23rd February, 1901.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on TUESDAY, the 4th day of JUNE next, at ELEVEN o'clock A. M.

UPPER OTTAWA.

BLOCK A.

Range 3.

	Area square miles.
1 ½ N. No. 10	25
1*a* ½ S. No. 10	25
2*b* No. 9	50

Range 4.

2 ½ N. No. 1	25
3 ½ S. No. 1	25
4 ½ N. No. 2	25
5 ½ S. No. 2	25
6 ½ N. No. 3	25
7 ½ S. No. 3	25
8 ½ N. No. 4	25
9 ½ S. No. 4	25
10 ½ N. No. 5	25
11 ½ S. No. 5	25
12 ½ N. No. 6	25
13 ½ S. No. 6	25
14 ½ N. No. 7	25
15 ½ S. No. 7	25
16 ½ N. No. 9	25
17 ½ S. No. 9	25

Range 5.

18 ½ N. No. 2	25
19 ½ N. No. 3	25
20 ½ S. No. 3	25
21 ½ N. No. 4	25
22 ½ S. No. 4	25
23 ½ N. No. 5	25
24 ½ S. No. 5	25
25 ½ N. No. 6	25
26 ½ S. No. 6	25
27 ½ N. No. 7	25
28 ½ S. No. 7	25
29 ½ N. No. 8	25
30 ½ S. No. 8	25

Range 6.

31 ½ N. No. 1	25
32 ½ S. No. 1	25
33 ½ N. No. 2	25
34 ½ S. No. 2	25
35 ½ N. No. 3	25
36 ½ S. No. 3	25
37 ½ N. No. 4	25
38 ½ S. No. 4	25
39 ½ N. No. 5	25
40 ½ S. No. 5	25
41 ½ N. No. 6	25
42 ½ S. No. 6	25
43 ½ N. No. 8	25
44 ½ S. No. 8	25
45 No. 400, Lake Temiscaming	12¾

SAINT-MAURICE.

		Superficie milles carrés.
46	No 428, Lac Temiscamingue	25
47	Manouan A Sud	50
48	Arrière Manouan A Sud	40
49	Arrière Vermillion 7 Nord	40
50	Arriere Vermillion B Nord	45
51	Arrière Saint-Maurice C	25
52	Arrière Saint-Maurice D	42
53	Arrière Saint-Maurice E	50
54	Arrière Flamand 1 Nord	26
55	Arrière Flamand 2 Nord	50
56	Arrière Manouan 2 Sud	44
57	Manouan 3 Nord	35
58	Arrière Manouan 3 Nord	30
59	Arrière Manouan 4 Nord	30
60	Manouan 4 Nord	50
61	Manouan 8 Sud	50
62	Manouan 9 Sud	35
63	Arrière Manouan C Nord	50
64	Arrière Manouan D Nord	50
65	Ile Bostonnais	10
66	Bostonnais 3 Nord	41
67	Rivière Windigo No 2 Est	50
69	" " No 4 Est	50
70	" " No 5 Est	62½
71	" " No 1 Ouest	42
72	" " No 2 Ouest	54
73	" " No 3 Ouest	55
74	" " No 4 Ouest	57
75	" " N. E. Branche No 1	47½
76	" " N. E. Branche No 2	40
77	Rivière Trenche No 4 Ouest	50
78	" " No 5 Ouest	62
79	" " No 6 Ouest	50
80	" " No 4 Est	50
81	" " No 5 Est	59
82	" " No 6 Est	50
83	Rivière Croche No 5 Ouest	46
84	Grande Pierriche No 2	50
85	" " A	37½
86	" " B	41
87	Petite Pierriche No 3	50
88	Arrière Windigo No 3 Est	50

GASPÉ CENTRE.

89	Arrière Dartmouth Nord	35
90	Bloc 12 et résidu de 10, 11, 14, 15	22
91	Résidu des blocs 15 et 17	10
92	Blocs 13, 23 et 24	10⅓
93	Block 21	8
94	Block 22	8
95	Blocs 25 et 26	10¾
96	Bloc 27	8
97	Bloc 28	8
98	Bloc 29	8
99	Bloc 30	8⅞
100	Blocs 35 et 36	10½
101	Bloc 33	8
102	Blocs 37, 47 et 48	11 1/5
103	Résidu du bloc 41	5
104	Résidu des blocs 59, 60, 61, 62	16
105	Résidu des blocs 56, 57, 58	16
106	Canton York No 1	10
107	Canton York No 2	36
107*a*	Sydenham Nord No 1	7

BONAVENTURE OUEST

108	Rivière Escumenac Nord No 3	12
109	Lac Patapedia	33
110	Rivière Nouvelle No 1	50
111	" No 2	50
112	" No 4	16
113	" No 6	15
114	Grande Cascapedia No 1	14½
115	" No 2	21
116	" No 3	21
117	" No 4	18
118	" No 7	18

SAINT MAURICE.

		Area Square miles.
46	No. 428, Lake Temiscaming	25
47	Manouan A South	50
48	Rear Manouan A South	40
49	Rear Vermillion 7 North	40
50	Rear Vermillion B North	45
51	Rear Saint Maurice C	25
52	Rear Saint Maurice D	42
53	Rear Saint Maurice E	50
54	Rear Flamand 1 North	26
55	Rear Flamand 2 North	50
56	Rear Manouan 2 South	44
57	Manouan 3 North	35
58	Rear Manouan 3 North	30
59	Rear Manouan 4 North	30
60	Manouan 4 North	50
61	Manouan 8 South	50
62	Manouan 9 South	35
63	Rear Manouan C North	50
64	Rear Manouan D North	50
65	Bostonnais Island	10
66	Bostonnais 3 North	41
67	River Windigo No. 2 East	50
69	" " No. 4 East	50
70	" " No. 5 East	62½
71	" " No. 1 West	42
72	" " No. 2 West	54
73	" No. 3 West	55
74	" No. 4 West	57
75	" " N. E. Branch No. 1	47½
76	" " N. E. Branch No. 2	40
77	River Trenche No. 4 West	50
78	" " No. 5 West	62
79	" " No 6 West	50
80	" " No. 4 East	50
81	" " No. 5 East	59
82	" " No. 6 East	50
83	River Croche No. 5 West	46
84	Grande Pierriche No. 2	50
85	" " A	37½
86	" " B	41
87	Petite Pierriche No. 3	50
88	Rear Windigo No. 3 East	50

GASPÉ CENTRE

89	Rear Dartmouth North	35
90	Block 12 and residue of 10, 11, 14, 15	22
91	Residue of blocks 15 and 17	10
92	Blocks 13, 23 and 24	10⅓
93	Block 21	8
94	Block 22	8
95	Blocks 25 and 26	10¾
96	Block 27	8
97	Block 28	8
98	Block 29	8
99	Block 30	8⅞
100	Blocks 35 and 36	10½
101	Block 33	8
102	Blocks 37, 47 and 48	11 1/5
103	Residue of block 41	5
104	Residue of blocks 59, 60, 61, 62	16
105	Residue of blocks 56, 57, 58	16
106	Township York No. 1	10
107	Township York No. 2	36
107*a*	Sydenham North No. 1	7

BONAVENTURE WEST

108	River Escumenac North No. 3	12
109	Lake Patapedia	33
110	River Nouvelle No. 1	50
111	" No. 2	50
112	" No. 4	16
113	" No. 6	15
114	Grande Cascapedia No. 1	14½
115	" No. 2	21
116	" No. 3	21
117	" No. 4	18
118	" No. 7	18

	Superficie milles carrés.
119 Turner's brook	32
120 Joshua brook	27
121 Petite Cascapedia, No 1	15
122 " No 2	28
123 Clarke's brook, No 2	4
124 Flatlands brook, No 2	3⅜
125 Canton Ristigouche	2 7/10
126 Rivière André, branche ouest, No 2	3⅜
128 Rivière Assemetquagan	4
129 Stuart brook No 1	2⅞
130 " No 2	10½
131 Rivière Skimenac, branche ouest	5½
132 " branche sud	9¼
133 Canton Angers, No 2	8
134 Mann brook Est	7
135 Canton Carleton, No 5	3¾
136 Canton Matapedia, No 1	17½
137 Jonathan brook	13

LAC SAINT-JEAN EST.

138 Canton Boileau	19½
139 Canton Harvey No 1	4½

GASPE OUEST.

140 Canton Christie Est	23¼

MONTMAGNY.

141 Canton Bellechasse	8

RIMOUSKI OUEST.

142 Canton Neigette No 2	7⅓
143 Arrière Mistigougèche	35
144 Canton Macpès No 5	4¼
145 " No 6	8⅔
146 Canton Bédard No. 1	36
147 Canton Chénier No 1	41
148 " No 2	43
149 Rivière Jean Levesque B	17½
150 Canton Fleuriault	1⅝

GRANDVILLE.

151 Canton Viger	⅔
152 Canton Bungay	39⅓

SAINT CHARLES.

153 Rivière à Mars No 3	20
154 Rivière du Moulin No 4	12
155 Rivière aux Castors Noirs	39
156 Rivière Batiscan, branche Est	50
157 Rivière à Moïse	58
158 Rivière à Moïse et Croche No 1	49
159 Rivière à Moïse et Croche No 2	25
160 Rivière Sainte-Anne No 1	8
161 " 2	32
162 " 3	35
163 " 4	40½
164 " 5	39
165 " 6	39
166 Rivière Jacques Cartier, branche N. O. No 1	38
167 Rivière Jacques Cartier, branche N. O. No 2	37
168 Rivière Jacques Cartier No 2 Ouest	42
169 " No 2 Est	38
170 " No 3	30
171 Rivière Jacques Cartier, branche N. E., No 1, Ouest	42
172 Rivière Jacques Cartier, branche N. E., No 1, Est	31
173 Rivière Jacques Cartier, branche N. E., No 2, Est	50
174 Rivière Sautariski	49
175 Rivière Sautariski et à l'épaule No 1	52½
176 " " No 2	31

	Area Square miles.
119 Turner's brook	32
120 Joshua brook	27
121 Little Cascapedia No. 1	15
122 " No. 2	28
123 Clarke's brook, No. 2	4
124 Flatlands brook No. 2	3⅜
125 Township Ristigouche	2 7/10
126 River André, West branch, No. 2	3⅜
128 River Assemetquagan	4
129 Stuart brook No. 1	2⅞
130 " No. 2	10½
131 River Skimenac, West branch	5½
132 " South branch	9¼
133 Township Angers, No. 2	8
134 Mann brook East	7
135 Township Carleton, No. 5	3¾
136 Township Matapedia No. 1	17½
137 Jonathan brook	13

LAKE SAINT JOHN EAST.

138 Township Boileau	19½
139 Township Harvey No. 1	4½

GASPE WEST.

140 Township Christie East	23¼

MONTMAGNY.

141 Township Bellechasse	8

RIMOUSKI WEST.

142 Township Neigette No. 2	7⅓
143 Rear Mistigougèche	35
144 Township Macpès No. 5	4¼
145 " " No. 6	8⅔
146 Township Bédard No. 1	36
147 Township Chénier No. 1	41
148 " " No. 2	43
149 River Jean Levesque B	17½
150 Township Fleuriault	1⅝

GRANDVILLE

151 Township Viger	⅔
152 Township Bungay	39⅓

SAINT CHARLES.

153 River à Mars, No. 3	20
154 Miver du Moulin, No 4	12
155 River aux Castors Noirs	39
156 River Batiscan, East branch	50
157 River à Moïse	58
158 River à Moïse and Croche No. 1	49
159 River à Moïse and Croche No. 2	25
160 River Sainte Anne No. 1	8
161 " No. 2	32
162 " No. 3	35
163 " No. 4	40½
163 " No. 5	39
165 " No. 6	39
166 River Jacques Cartier, N. W. Branch No. 1	38
167 River Jacques Cartier, N. W. Branch No. 2	37
168 River Jacques Cartier, No. 2 West	42
169 " No. 2 East	38
170 " No. 3	30
171 River Jacques Cartier, N. E. branch, No. 1, West	42
172 River Jacques Cartier, N. E. branch, No. 1, East	31
173 River Jacques Cartier, N. E. branch, No. 2, East	50
174 River Sautariski	49
175 River Sautariski and à l'épaule, No. 1	52½
176 " " " No. 2	31

SAGUENAY.

		Superficie milles carrés
177	Canton Arnault	30
178	Rivières à la Chasse et aux Anglais	34
179	Saint-Laurent Ouest	30
182	Rivières Mistassini et Sheldrake, No 1	32¾
181	Rivières Saint-Nicolas Ouest	25½
182	Rivière Saint-Jean No 7	12
183	" " No 8	12
184	Rivière Saint-Jean, Branche Est No 1	22
185	" " " No 2	18
186	" " " No 3	20
187	Partie de Saguenay No 3 Ouest	27
188	Rivière au Saumon No 1	34
189	Rivière Manicouagan No 3	24
190	" No 4	27
191	" No 6	58
192	Saguenay, Ouest No 1 A	10
193	Rivière Mingan, No 1 Ouest	25
194	" No 2 Ouest	25
195	" No 3 Ouest	25
196	" No 4 Ouest	25
197	" No 1 Est	25
198	" No 2 Est	40
199	" No 3 Est	25
200	" No 4 Est	25
201	" A	48
202	Rivière Romaine, No 1 Ouest	25
203	" No 2 Ouest	25
204	" No 3 Ouest	25
205	" No 4 Ouest	25
206	" No 1 Est	25
207	" No 2 Est	25
208	" No 3 Est	25
209	" No 4 Est	25
210	" 1er Branche A	31
211	" " B	31½
212	" " C	45
213	" " D	25
214	" 2me Branche A	39
215	" " B	37
216	" " C	56
217	Rivière Magpie, No 3	32
218	" No 4	32
219	" No 5	32
220	" No 6	32
221	" No 7	32
222	" No 8	32
223	Rivière au Tonnerre	24
224	Pointe à la Chasse, Baie des Sept Iles	4½
225	Escoumains, No 5 Est	34
226	Sault au Mouton, No 3	26
227	" No 2 Est	29
228	" No 1 Ouest	24
229	Canton Iberville, No 3	37
230	Rivière Malbaie No 8	40
231	" " 9	58
232	" " 10	60
233	" " 11	57
234	" " 12	54
235	" " 13	49
236	" " 14	28
237	" " 15	45
238	" " 16	32
239	Rivière Rapide, No 1	18
240	" " 2	40
241	" " 3	30
242	Rivière Moisie, No 1	34
243	" " 2	26
244	" " 3	30
245	" " 4	24
246	" " 5	20
247	" " 6	29
248	" " 7	26
249	" " 8	26
250	" " 9	33
251	" " 10	16
252	Rivière à la Truite No 1	27
253	" " 2	17
254	" " 3	25

SAGUENAY

		Area Square miles.
177	Township Arnault	30
178	Rivers à la Chasse et aux Anglais	34
179	St. Laurent West	30
180	Rivers Mistassini and Sheldrake, No. 1.	32¾
181	River St. Nicolas West	25½
182	River St. John No. 7	12
183	" No. 8	12
184	River St. John, East Branch No. 1	22
185	" No. 2	18
186	" No. 3	20
187	Part of Saguenay No. 3 West	27
188	River au Saumon No. 1	34
189	River Manicouagan No. 3	24
190	" No. 4	27
191	" No. 6	58
192	Sagueney, West No. 1 A	10
193	River Mingan, No. 1 West	25
194	" No. 2 West	25
195	" No. 3 West	25
196	" No. 4 West	25
197	" No. 1 East	25
198	" No. 2 East	40
199	" No. 3 East	25
200	" No. 4 East	25
201	" A	48
202	River Romaine, No. 1 West	25
203	" No. 2 West	25
204	" No. 3 West	25
205	" No. 4 West	25
206	" No. 1 East	25
207	" No. 2 East	25
208	" No. 3 East	25
209	" No. 4 East	25
210	" 1st Branch A	31
211	" " B	31½
212	" " C	45
213	" " D	25
214	" 2nd Branch A	39
215	" " B	37
216	" " C	56
217	River Magpie, No. 3	32
218	" No. 4	32
219	" No. 5	32
220	" No. 6	32
221	" No. 7	32
222	" No. 8	32
223	River au Tonnerre	24
224	Pointe à la Chasse, Baie des Sept Iles	4½
225	Escoumains No. 5 East	34
226	Sault au Mouton, No. 3	26
227	" No. 2 East	29
228	" No. 1 West	24
229	Township Iberville, No. 3	37
230	River Malbaie No. 8	40
231	" " 9	58
232	" " 10	60
233	" " 11	57
234	" " 12	54
235	" " 13	49
236	" " 14	28
237	" " 15	45
238	" " 16	32
239	River Rapide, No. 1	18
240	" 2	40
241	" 3	30
242	River Moisie, No. 1	34
243	" 2	26
244	" 3	30
245	" 4	24
246	" 5	20
247	" 6	29
248	" 7	26
249	" 8	26
250	" 9	33
251	" 10	16
252	River à la Truite, No. 1	27
253	" 2	17
254	" 3	25

		Superficies milles carré.
255	Rivière à la Truite, No 4	20
256	" " 5	20
257	" " 6	20
258	" " 7	21
259	" " 8	27
260	" " 9	20
261	Rivière St-Charles, No. 1	25
262	Rivière au Loup Marin, No 1	16
263	" " 2	30
264	" " 3	17
265	Rivière Pigou, No 3	34
266	" " 4	47

LAC SAINT-JEAN NORD-OUEST.

267	Rang 1, nord du lac Saint-Jean No 2	31
268	" " " No 3	29
269	Rang 2, nord du lac Saint-Jean No 3	18
270	" " " No 4	25
271	Rang 3, nord du lac Saint-Jean No 4	28
272	Rivière Mistassibi No 4	13½
273	Petite rivière Péribonca	29

LAC SAINT-JEAN OUEST.

274	Canton Dalmas	60
275	Rivière au Saumon No 1	46
276	" No 2	49
277	" No 3	41½
278	Rivière Alex A	7
279	" B	5¼
280	Rivière Petite Peribonka	5½

LAC SAINT-JEAN CENTRE.

281	Rivière Ouiatchouan, No 141	19½
282	" 142	25
283	Rivière Metabetchouan No 162	24
284	" 163	30
285	" 164	31
286	" 165	24
287	" 166	34¾
288	" 167	15

CONDITIONS DE LA VENTE

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres,
999.2 Forêts et Pêcheries.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 4 janvier 1901.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre, après le premier jour de mars prochain,

		Area Square miles.
255	River à la Truite, No 4	20
256	" 5	20
257	" 6	20
258	" 7	21
259	" 8	27
260	" 9	20
261	River St Charles, No 1	25
262	River au Loup Marin, No. 1	16
263	" 2	30
264	" 3	17
265	River Pigou, No. 3	34
266	" 4	47

LAKE SAINT JOHN NORTH WEST.

267	Range 1, north of lake St John No. 2	31
268	" " " No. 3	29
269	Range 2, " " No. 3	18
270	" " " No. 4	25
271	Range 3, north of lake St John No. 4	28
272	River Mistassibi No. 4	13½
273	Little river Peribonca	29

LAKE SAINT JOHN WEST.

274	Township Dalmas	60
275	River au Saumon No. 1	46
276	" No. 2	49
277	" No. 3	41½
278	River Alex A	7
279	" B	5¼
280	River Little Peribonka	5½

LAKE SAINT JOHN CENTRE.

281	River Ouiatchouan, No. 141	19½
282	" 142	25
283	River Metabetchouan No. 162	24
284	" 163	30
285	" 164	31
286	" 165	24
287	" 166	34¾
288	" 167	15

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder, on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B —No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands,
1000 Forests and Fisheries.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 4th January, 1901.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill, shall be received by the House, after the first day of March next,

qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le huitième jour du dit mois de mars, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le quinzième jour du dit mois.

L. G. DESJARDINS,
75-6 Greffier de l'Assemblée législative.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 21 février 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Jean Joseph Lavoie, écuier, notaire public, de la paroisse de Saint-Joseph, dans le comté de Beauce, district de Beauce, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index du notaire Louis Germain Alfred Legendre, en son vivant notaire public, de la paroisse de Saint-Joseph, comté de Beauce, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q).

ADELARD TURGEON,
997-3 Secrétaire de la province par interim.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les reglements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant a une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la regle précédente, et de la même maniere donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles

that no private bill shall be introduced after the eighth day of said month of March, that no report of any standing or select committee upon a private bill, shall be received after the fifteenth day of said month.

L. G. DESJARDINS,
76 Clerk of the Legislative Assembly

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 21st February, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Jean Joseph Lavoie, esquire, notary public, of the parish of Saint Joseph, in the county of Beauce, district of Beauce, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis Germain Alfred Legendre, in his lifetime notary public, of the parish of Saint Joseph, county of Beauce, in virtue of the provisions of the notarial code, (article 3685 R. S. P. Q.)

ADELARD TURGEON,
998 Interim provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a nature any former act,—shall require a notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or both languages, if there be but one paper ; or where be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and

ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilege exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bil. privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent a passation devront deposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de $200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'eclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1009 G. C. L.

mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dementions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individ advantage ; or for amending, extending, or ena ng any former acts, in such manner as to confe additional powers, ought not to all on the publi accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay nto the private bil office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file a the private bill office two hundred and fifty additional copies in french. and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of $200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and sha lodge the receipt for the same with the Clerk Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposited in hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountan hall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1010 C. L. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu apres l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'apres l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord*, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin a barrieres ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social ; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be receive after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session

All applications for Private Bills, properley the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephon Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other lik work : the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipa

autre municipalité ; soit pour le prélevement d une cotisation locale ; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le rearpentage d un canton ou d une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder a un ou a des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant a une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officiel e de Quebec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l avis exigé par la regle précédente, indiquer les péages qu elles se proposent d'exiger, l étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui férant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi $2,00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction e la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l impression par l entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de a Chambre une somme de $200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie a fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement apres la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des ettres patentes ou une convention, copie certifiée e cette convention ou de ces lettres patentes doit être annexée.

lity, or of any County for purposes other than tha of Representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculia rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affec the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clea and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Officia Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar new paper published in an anjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each c for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also $2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing The translation shall be made by the officers o the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of $200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"Les bills pour incorporer es villes ne devront e ntenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause dx statut général que "on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle a laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette regle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par e bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS
1011 Greffier de l'Assemblée Législative.

Bills for the incorporation of town only shal. conta n such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general ac which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so peparted from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters an reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exer cised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Comm tee to which such Bills are referred and un so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brakets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.'

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,
1012 Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que la ville de Chicoutimi s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation d'emprunter $35,000.00, dont $25,000.00 pour l'amélioration de ses rues et la construction d'égouts, et $10,000.00 pour construire un marché, une salle de séances et un poste de pompiers.

ELZEAR LEVESQUE,
759-5 Secrétaire trésorier.

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent, corps politique et incorporé, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une refonte de sa charte et certains amendements sur, entre autres, les objets suivants :

1° A l'avenir, la municipalité de la ville Saint-Laurent sera comprise dans les limites suivantes : bornée vers e nord-est par la partie restante et non

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the town of Chicoutimi will apply to the Legislature of the province of Quebec, of its next session, for an authorization to borrow $35,000.00, whereof $25,000.00 for improving its streets and the construction of drains, and $10,000.00 to build a market, a town hall and a firemen's station.

ELZEAR LEVESQUE,
760 Secretary treasurer.

Public notice is hereby given that the town of Saint Laurent, a body politic and corporate, will address to the Provincial Parliament, at its next meeting, to have certain amendments made amongst other things the following :

1. In the future, the municipality of the town of Saint Laurent will be comprised in the following limits: bounded towards the north east by the remain-

subdivisée du No 251, du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-Laurent, (la partie de 251 incluse dans les limites de la municipalité étant comprise en ligne droite du côté nord-ouest avec la ligne nord-ouest de division du lot No 250, et bornée du côté nord-est par la ligne de division qui sépare le dit lot No 251 du terrain aujourd'hui possédé par Napoléon Groulx), le chemin de la Côte Sainte-Marguerite, le No 373, dont il faut déduire néanmoins la partie vendue à Philémon Cousineau, avocat, laquelle se trouvera dans les limites de la dite municipalité, le No 375, la partie restant du No 406 ; du côté est par le chemin de la Côte Saint Laurent et le No 613 ; du côté sud-est par le chemin de la Côte Saint-Laurent, le No 611, le chemin public, le chemin de la Côte de Liesse, (l'emplacement occupé par l'hôtel Aubry étant dans les limites de la dite corporation) ; vers le sud-ouest par le chemin de la Côte de Liesse, par la partie non subdivisée du lot No 467, par le lot No 468, et à l'ouest par le chemin de la Côte Vertu et la partie restante et non subdivisée du lot No 242, (tous les emplacements actuellement vendus et détachés du dit lot No 242 devant être compris dans les limites de la corporation), et au nord-ouest par le Ruisseau Rimbault et par la partie restante et non subdivisée du lot No 242, (la partie non subdivisée du dit lot No 242 qui sera dans les limites de la corporation devant être prise sur la profondeur en ligne droite avec la ligne de division des lots Nos 250 et 251.

2° Division de la municipalité en deux quartiers et numérotage des sièges des échevins.

3° Election du maire tous les deux ans et vote au scrutin.

4° Augmentation du pouvoir d'emprunt du conseil et privilege accordé au conseil de taxer les colporteurs de toutes sortes qui achètent ou vendent les marchandises ou prennent des ordres pour marchandises dans les limites de la corporation, de taxer les chiens et autres animaux.

5° Permettre au conseil de faire vendre par leur secrétaire-trésorier avec certaines formalités et après certains avis les terrains sur lesquels des taxes seraient dues, d'acquérir les rues nouvelles appartenant jusque là à des particuliers et pour tels autres objets mentionnés dans les dits amendements.

PHILEMON COUSINEAU,
Avocat de la ville Saint-Laurent.

Saint-Laurent, 6 février 1901. 753-5

Avis est donné par Louis H. Hénault, rentier, de Sainte-Cunégonde, Ureal H. Dandurand, agent d'immeubles, de Verdun, Orille Louis Hénault, commerçant, I. Louis Lafleur, marchand, George Tate, commis, James O. Richardson, caissier, Charles W. Jenkin, commis, John Simpson, maître charretier, William R. Kennedy, contre-maître, James G. Ogilvie, commis, Charles Cushing, notaire, Geo. McMillan, électricien, James E. Townsend, commis, Robert Lyall, contre-maître, Frank E. Stack, commis, Henry Call, tourneur, Thomas Cunningham, tailleur, John Story, machiniste, John Orton, commis, tous de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, aux fins d'être constitués en corporation à fonds social, eux et tous ceux qui feront partie de la corporation, sous le nom de "The Point Saint-Charles Amateur Athletic Association", pour établir une association de gymnastes et dans le but d'encourager la pratique des exercices athlétiques, d'acquérir et de posséder des immeubles nécessaires à ces fins et pour d'autres objets.

E. LUSSIER,
Procureur des pétitionnaires.

Montréal, 30 janvier 1901. 709-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Henry Markland Molson, gentilhomme ; Huntly Drummond, gérant ; John K. L. Ross, ingénieur électricien ; James J. Riley, junior, agent d'assurance ; W. Arthur C. Hamilton, gentilhomme ; W. Ernest Boulton, agent ; Peers

ing and undivided part of official lot No. 251, of the plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, (the part of No. 251 included in the limits of said municipality being comprised on the north west side in a straight line with the north west division line of lot No. 250, and bounded on the north east by the division line between lot No. 251 and the land now possessed by Napoléon Groulx), the road of Côte Sainte Marguerite, No. 373, of which the part sold to Philémon Cousineau, advocate, which will be in the limits of said municipality must be detached, No. 375, the remaining part of No. 406; on the east side by the road of Côte Saint Laurent and No. 613 ; on the south east side by the road of La Côte Saint Laurent, No. 611, the public road, the road of La Côte de Liesse, (the lot of land now occupied by l'hôtel Aubry to be in the limits of said corporation) ; towards the south west by the road of La Côte de Liesse, by the undivided part of lot No. 467, by the lot No. 468, on the west side by the road of La Côte Vertu, and the remaining and undivided part of lot No. 242, (all the lots now sold and detached from said lot No. 242 to be comprised in the limits of said corporation), and on the north west side by the Ruisseau Raimbault and by the remaining and undivided part of lot No. 242, (the undivided part of said lot No. 242 to be in the limits of said corporation must be taken in a straight line with the division line of lots Nos. 250 and 251.

2. Division of the municipality in two wards and the seats of the aldermen to be numbered.

3. Election of the mayor every two years and scrutany vote.

4. Augmentation of the power to borrow for the council and power granted to council to tax the peddlers of all kinds who buy and sell goods or take orders for goods in the limits of said corporation, and power of taxing the dogs and other animals.

5. Power granted to the council to cause to be sold by their secretary treasurer after public notices the lots of lands on which taxes are due, to acquire the streets belonging to private individuals and for any other objects mentioned in said amendments.

PHILEMON COUSINEAU,
Attorney for the town of Saint Laurent.

Saint Laurent, 6th February, 1901. 754

Notice is hereby given that Louis H. Hénault, annuitant, of Sainte Cunégonde, Ureal H. Dandurand, real estate agent, of Verdun, Orille Louis Hénault, trader, I. Louis Lafleur, merchant, George Tate, clerk, James O. Richardon, cashier, Charles W. Jenkin, clerk, John Simpson, master carter, William R. Kennedy, foreman, James G. Ogilvie, clerk, Charles Cushing, notary public, Geo. McMillan, electrician, James E. Townsend, clerk, Robert Lyall, foreman, Frank E. Stack, clerk, Henry Call, roll turner, Thomas Cunningham, tailor, John Story, machinist, John Orton, clerk, of the city of Montreal, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of being incorporated as a joint stock company, together with all those who shall form part of the corporation, under the name of "The Point Saint Charles Amateur Athletic Association," for the purpose of forming an association of gymnast and of encouraging athletic exercises, of acquiring and holding the immoveables necessary for those purposes and for other purposes.

E. LUSSIER,
Solicitor for petitioners.

Montreal, 30th January, 1901. 710

Notice is hereby given that, at its next session, application will be made to the Legislature of the province of Quebec, by Henry Markland Molson, gentleman ; Huntly Drummond, manager ; John K. L. Ross, electrical engineer ; James J. Riley, junior, insurance agent ; W. Arthur C. Hamilton, gentleman ; W. Ernest Bolton, agent ; Peers

Davidson, avocat ; William Finley, marchand ; Allister Mitchell, courtier ; George Herrick Duggan, ingénieur civil ; Charles Haviland Routh, agent d'assurance ; James Woodbury McCulloh, marchand, et autres, pour obtenir un acte les incorporant en corps politique et incorporé sous le nom de " The Royal Saint Lawrence Yacht Club," pour remplacer le club de yacht actuel, incorporé par l'autorité municipale, prendre tous ses droits, propriétés, responsabilités, avec pouvoir d'acquérir et posséder des immeubles, emprunter de l'argent et émettre des bons comme garantie d'iceux, et avec tous les autres pouvoirs qui peuvent être jugés avantageux.

DAVIDSON & CLAY,
Procureurs des requérants.

Montréal, 11 février 1901. 805-4

Avis est par le présent donné par les soussignés. Jean Baptiste A. Lanctôt, fabricant de gants, Joseph D. Couture, marchand de quincailleries, Louis J. A. Surveyer, marchand de ferronneries, Narcisse Lapointe, épicier, Adolphe Mongeau, bijoutier, Wallace Dawson, pharmacien, Adrien S. Lavallée, marchand de chaussures, et autres, tous de la cité et du district de Montréal, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter un bill à l'effet d'amender la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, 62 Victoria, chapitre 58, pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à imposer une taxe spéciale additionnelle n'excédant pas dix pour cent de la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation, de tout le local dans lequel les magasins à rayons ou département sont établis et exploités, sur telles personnes, sociétés ou corporations, pour chaque rayon ou département séparé et distinct de commerce et d'affaires exploité dans tels magasins à rayons, avec pouvoir pour le conseil de définir et classifier les différents genres de commerce et d'affaires exercés dans les dits magasins pour les fins de l'imposition de la dite taxe.

J. B. A. LANCTOT,
J. D. COUTURE,
L. J. A. SURVEYER,
NARCISSE LAPOINTE,
A. MONGEAU,
W. DAWSON,
A. S. LAVALLEE.

Montréal, 1 février 1901. 781-5

Avis public est par le présent donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant " La Compagnie du chemin de fer électrique suburbain de Québec " et lui conférant tous les pouvoirs et priviléges de construire et d'exploiter un chemin de fer électrique, partant d'un point dans la cité de Québec, traversant les paroisses de Limoilou, Beauport, Charlesbourg, se rendant au lac Beauport, de là au lac Saint-Charles, traversant les paroisses Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, de l'Ancienne Lorette, de Saint-Félix du Cap Rouge, de Sainte-Foye, de Notre-Dame de Québec, et la cité de Québec pour atteindre le point de départ ; avec le pouvoir aussi de traverser le fleuve Saint-Laurent et de continuer et d'exploiter sur la rive sud un chemin de fer électrique dans les comtés de Lotbinière et Lévis, y compris la ville de Lévis.

MONTAMBAULT, LANGELIER & VACHON,
Procureurs des Réquérants.

Québec, 5 fevrier 1901. 771-5

Avis public est par le présent donné que Joseph David Edouard Barras, de la ville de Lévis, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi l autorisant à exercer la profession de chirurgien dentiste, en cette province, après l'examen final annuel.

MONTAMBAULT, LANGELIER & VACHON,
Avocats du requérant.

Québec, 2 février 1901. 725-5

Davidson, advocate ; William Finley, merchant ; Allister Mitchell, broker ; George Herrick Duggan, civil engineer ; Charles Haviland Routh, insurance agent ; James Woodbury McCulloh, merchant, and others, for an act incorporating them as a body politic and corporate under the name of " The Royal Saint Lawrence Yacht Club ", to replace the Yacht Club now so termed, incorporated by municipal authority, to assume all its rights, property and liabilities, with power to acquire and hold real estate, to borrow money and issue bonds as security therefor, and with such other powers as may be deemed advisable.

DAVIDSON & CLAY,
Attorneys for applicants.

Montreal, 11th February, 1901. 806

Notice is hereby given by the undersigned, Jean-Baptiste A. Lanctôt, glove manufacturer, Joseph D. Couture, dealer in small-wares, Louis J. A. Surveyer, merchant, Narcisse Lapointe, grocer, Adolphe Mongeau, jeweller, Wallace Dawson, druggist, Adrien S. Lavallée, shoe merchant, and others, all of the city and district of Montreal, that they will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to pass a bill for the purpose of amending the law revising the charter of the city of Montreal, 62 Victoria, chapter 58, to authorize the council of the city of Montreal to impose a special and additional tax not exceeding ten per cent on the annual value, according to the valuation roll, of any buildings or places in which departemental stores are established and carried on, upon any persons, partnerships or corporations, for each separate and distinct department of business carried on in such departmental stores, with the power for the said council to define and classify the different kinds of commerce and business carried on in the said stores for the purposes of the imposition of the said tax.

J. B. A. LANCTOT,
J. D. COUTURE,
L. J. A. SURVEYER,
NARCISSE LAPOINTE,
A. MONGEAU,
W. DAWSON,
A. S. LAVALLEE.

Montreal, 1st February, 1901. 782

Public notice is hereby given that an application will be made to the Quebec Legislature, at its next sitting, to pass an act to incorporate " The Quebec suburban electric railway," and to confer upon it all the powers and privileges to built and run an electric railway, starting from a point in the city of Quebec, crossing the parishes of Limoilou, Beauport, Charlesbourg, and from there to lake Saint-Charles, crossing the parishes of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, l'Ancienne Lorette, Saint Félix of Cape Rouge, Sainte Foye, Notre Dame of Quebec, and the cityof Quebec to reach the starting point ; with power also to go across the river Saint Lawrence, and to built and run on the south shore an electric railway in the counties of Lotbinière and Levis, including the town of Levis.

MONTAMBAULT, LANGELIER & VACHON,
Attorneys for petitioners.

Quebec, 5th February, 1901. 772

Public notice is hereby given that Joseph David Edouard Barras, of the town of Levis, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have a bill pass to authorize him to exercice in this province, the profession of surgeon-dentist, after annual final examination.

MONTAMBAULT, LANGELIER & VACHON,
Attorneys for petitioner.

Quebec, 2nd February, 1901. 726

Avis est par le présent donné que la "Transit Insurance Company of Montreal, Canada" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir certains amendements à sa charte 63 Vict., ch. 91, savoir : pour changer son nom en celui de "Royal Exchange Insurance Company of Montreal, Canada" ; pour qu'il lui soit permis d'augmenter son capital à $500,000.00 ; pour que le nombre de ses directeurs soit porté à neuf ; pour qu'il lui soit accordé le droit de faire toutes les affaires d'assurances contre le feu ; et que ses pouvoirs soient étendus comme assurance contre les vols avec effraction et comme assurance maritime.

PH. V. CHALOULT,
Procureur de la requérante.

Québec, 28 février 1901. 1169-2

Notice is hereby given that the "Transit Insurance Company of Montreal, Canada" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to obtain certain amendments to its charter 63 Vict., ch. 91, namely : to change its name to that of "Royal Exchange Insurance Company of Montreal, Canada" ; that it be allowed to increase its capital to $500,000.00 ; that the number of its directors be increased to nine ; that it be granted the right to carry on fire insurance business ; and that its powers be extended as insurance against burglaries and as marine insurance.

PH. V. CHALOULT,
Attorney for petitioner

Quebec, 28th February, 1901. 1170

Avis Divers

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de la paroisse de Saint-Hugues, dans le comté de Bagot, commencera à émettre des polices, le seize mars courant, pour cinq années à compter de cette date.

P. H. GELINAS,
Secrétaire de la compagnie.

Saint-Hugues, Bagot, 2 mars 1901. 1183

DISTRICT ELECTORAL DE JOLIETTE.

Dépenses d'élection de M. Joseph Gadoury, notaire et candidat à l'élection du 7 décembre 1900.

Pour voitures, chars, salles pour les assemblées, pension et téléphones..... $31 60

(Signé) JOSEPH GADOURY.

Assermenté devant moi, à Joliette, ce neuf février 1901.

(Signé) J. O. GUILBAULT,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,
J. O. GUILBAULT,
Officier-rapporteur.

Ces comptes faits en détail sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

J. O. GUILBAULT,
Officier-rapporteur.

Joliette, 22 février, 1901.

Dépenses de A. Cabana, agent spécial de M. Joseph Gadoury a l'élection du 7 décembre 1900.

Pour loyer de salle pour comités, etc. .... $ 34 08
Frais de voyages, charretiers, etc..... 109 35

$ 143 43

(Signé) A. CABANA,
Agent spécial.

Assermenté devant moi, à Joliette, ce six février 1901.

(Signé) J. O. GUILBAULT,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,
J. O. GUILBAULT,
Officier-rapporteur.

Ces comptes faits en détail sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

J. O. GUILBAULT,
Officier-rapporteur.

Joliette, 22 février 1901. 1179

Canada,
Province de Québec.

DISTRICT ELECTORAL DE DRUMMOND.

Etat des dépenses d'élection du candidat, William John Watts, à l'élection du 7 décembre dernier

Miscellaneous Notices

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company, of the parish of Saint Hugues, in the county of Bagot, will commence to issue policies on the sixteenth of March instant, for five years reckoning from that date.

P. H. GELINAS,
Secretary of the company,

Saint Hugues, Bagot, 2nd March, 1901. 1184.

ELECTORAL DISTRICT OF JOLIETTE.

Election expenses of Mr. Joseph Gadoury, notary and candidate at the election of the 7th of December, 1900.

For vehicles, cars, rooms for committees, board and telephones..... $31 60

(Signed) JOSEPH GADOURY.

Sworn before me, at Joliette, this ninth of February, 1901.

(Signed) J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

True copy,
J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

These accounts in detail are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

Joliette, 22nd February, 1901.

Expenses of A. Cabana, special agent of Mr. Joseph Gadoury, at the election of the 7th of December, 1900.

For rent of room for committees, &c..... $ 34 08
For travelling expenses, carters, &c..... 109 35

$ 143 43

(Signed) A. CABANA,
Special agent.

Sworn before me, at Joliette, this sixth of February, 1901.

(Signed) J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

True copy,
J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

These accounts made in detail are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

Joliette, 22nd February, 1901. 1180

Canada,
Province of Quebec.

ELECTORAL DISTRICT OF DRUMMOND.

Statement of election expenses of the candidate, William John Watts, at the election of the 7th of

(1900), pour le dit district électoral, à l'Assemblée législative de la province de Québec, assermenté par son agent, Joseph A. Manseau, comptable, de Drummondville, P. Q., devant moi, le 28 janvier 1901, à savoir :

Dépenses personnelles du candidat.	$ 3 22
Salles de comité.....	16 50
Télégrammes	24 20
	$43 92

(Signé) J. A. MANSEAU,
Agent.

Cet état de compte est ouvert et soumis à l'inspection publique sur paiement de vingt centins.
[Vrai sommaire].

C. H. MILLAR,
1181 Officier-rapporteur.

Avis public est par les présentes donné qu'une application sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en vertu de la loi relative à la constitution en corporation des compagnies à fonds social, pour l'exploitation d'une ligne de téléphone dans les limites du comté de Saint-Maurice et les comtés avoisinants.

1° Le nom de cette compagnie sera " La Compagnie de Téléphone du comté de Saint-Maurice ".

2° Son objet sera d'exploiter cette partie de la ligne déjà construite, d'agrandir le réseau de cette ligne tant dans le comté de Saint-Maurice que dans les comtés voisins.

3° La principale place d'affaires sera à Saint-Boniface de Shawenegan.

4° Le capital actuel de la compagnie est de $1,900.00, lequel capital provient d'une vente d'une compagnie pré-existante, faite par le shérif du district de Trois-Rivières à la compagnie actuelle.

5° Les noms des actionnaires sont : L. P. Fiset, M. P. P., Saint-Boniface de Shawenegan ; Rév. H. Trahan, ptre, curé, Saint-Sévère ; Geo. Delisle, manufacturier, Sainte-Anne de Yamachiche ; Arthur Delisle, rentier, Yamachiche ; Célestin Bellemare, Trois-Rivières, formant le conseil d'administration de la compagnie projetée.

R. S. COOKE,
1217 Procureur des requérants.

Avis est donné qu'une demande sera faite a Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social.

1° Le nom de la compagnie sera : " La Compagnie de Pulpe Ouiatchouan ".

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de fabriquer et vendre la pulpe et le papier dans toutes ses branches ; d'acheter, vendre des limites à bois et bois et d'en faire le commerce ; d'ériger et de construire des moulins à scie, de manufacturer le bois et faire le commerce de bois dans toutes ses branches ; de bâtir, construire et mettre en opération pour ces sortes d'affaires des bateaux à vapeur, des barges et autres vaisseaux sur les lacs des Commissaires, Bouchette et Ouiatchouan et leurs tributaires, et sur les rivières qui s'y jettent ou y prennent leur source ; de bâtir, ériger, construire et vendre ou louer des maisons, hangars, magasins pour ses employés et autres ; et de faire en général les affaires de marchands et commerçants de provisions et de marchandises de toutes sortes ; de bâtir, ériger et construire les bâtisses qui peuvent être nécessaires pour faire le commerce comme hôteliers ; de produire, vendre et distribuer l'électricité pour l'éclairage, le chauffage et le pouvoir moteur ; et de construire et exploiter un embranchement de chemin de fer pour relier les manufactures et établissements de la compagnie avec la voie principale du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à l'endroit appelé Ouiatchouan, dans le comté du Lac Saint-Jean.

4° Le fonds social de la compagnie sera de cent

December last (1900), for the said electoral district, in the Legislative assembly of the province of Quebec, sworn to by his agent, Joseph A. Manseau, accountant, of Drummondville, P. Q., before me, the 28th January, 1901, to wit :

Personal expenses of candidate...	$ 3 22
For holding committees.....	16 50
For telegrams	24 20
	$43 92

(Signed) J. A. MANSEAU,
Election agent.

This account is open and subject to public inspection on payment of the fee of twenty cents.
[True summary].

C. H. MILLAR,
1182 Returning officer.

Public notice is hereby given that application will be made to Lieutenant Governor of the province of Quebec, under the joint stock companies' incorporation act, to operate a telephone line within the limits of the county of Saint Maurice and adjoining counties.

1° The name of the company will be " La Compagnie de Téléphone du comté de Saint Maurice."

2. Its object will be to work that part of the line already built, to increase the net-work of that line as well in the county of Saint Maurice as in the adjoining counties.

3. Its chief business place will be at Saint Boniface de Shawenegan.

4. The actual stock of the company is $1,900.00, which comes from the proceeds of a sale of a pre-existing company, made by the sheriff of the district of Three Rivers to the actual company.

5. The names of the shareholders are : L. P. Fiset, M. P. P., Saint Boniface de Shawenegan ; Rev. H. Traham, priest, *curé*, Saint Sévère ; Geo. Delisle, manufacturer, Sainte Anne de Yamachiche ; Arthur Delisle, gentleman *rentier*, Yamachiche ; Célestin Bellemare, Three Rivers, forming the managing board of the proposed company.

R. S. COOKE,
1218 Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation by letters patent, under the joint stock companies act.

1. The name of the company will be " La Compagnie de Pulpe Ouiatchouan."

2. The object for which incorporation is sought is to manufacture and sell pulp and paper in all its branches ; to purchase, sell and deal in timber limits and timber, and to erect and construct saw mills, and to carry on the manufacture of lumber, and conduct the business of lumbering in all its branches ; to build, construct and operate in connection with its business steamboats, barges and other vessels, on the lakes Commissaires, Bouchette, Ouiatchouan and their tributaries, and on the rivers flowing, towards or out of them ; to build, erect, construct and sell or lease dwelling houses, stores and shops to its employees or others ; to operate and carry on the business of general store keepers and dealers in supplies and general merchants ; to build, erect, construct such buildings as may be necessary, and therein to carry on and operate the business of hotel keepers ; to manufacture, sell and distribute electricity for lighting, heating and motive power ; and to build and work a branch railway to connect the company's factories and establishments with the main line of The Quebec and Lake Saint John Railway.

3. The company's principal place of business will be at the place called Ouiatchouan, in the county of Lake Saint John.

4. The capital stock of the company will be one

cinquante mille piastres, divisé en mille cinq cents actions de mille piastres chacune.

5° Les requérants sont : Onésime Côté, négociant, de Saint-Alphonse ; Alfred Chavigny de Lachevrotière, médecin, de Saint-Louis de Lotbinière ; Joseph Brassard, marchand, de Roberval ; Wilbrod Jalbert, Etienne Paradis et Alphonse Bénoni Dupuis, tous trois marchands, de Québec ; Damase Jalbert, marchand, du Lac Bouchette ; Victor Lemieux, marchand, de Québec ; Joseph Isaac Lavery, avocat, de Québec, et Théodule Bernier, marchand, de Roberval.

6° Les premiers directeurs seront les sept personnes nommées en premier lieu dans le paragraphe précédent.

CASGRAIN, LAVERY,
RIVARD & CHAUVEAU,
Procureurs des requérants.

Québec, 2 mars 1901. 1173

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, Statuts Revisés de Québec, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera " The Aylmer Drill Manufacturing Company ".

2° La principale place d'affaires sera dans la cité de Montréal, et le fonds social de la dite compagnie sera de $50,000.00, divisé en mille actions de $50.00 chacune.

3° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir et prendre possession de tous les droits, titres et intérêts appartenant à " The Aylmer Drill Syndicate ", sur certaines machines à perforer à mains et mécaniques qui sont et ont été octroyées par des patentes du Canada et de pays étrangers ; de manufacturer, acheter, vendre des machines à perforer la pierre de toute nature et description et en faire le commerce, machines, fournitures et appareils de toute sorte en rapport avec les dites machines à perforer ; de demander ou autrement acquérir des patentes d'invention, droits de patente en rapport avec les machines à perforer la pierre et en faire le commerce.

4° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : l'honorable Henry Aylmer, shériff, de Sherbrooke, dans la province de Québec ; Frank Plummer, comptable, de Port Hastings, Cap Breton, province de la Nouvelle-Ecosse ; Garnett H. Meldrum, agent de change ; Edward J. Fetherstonhaugh, solliciteur de patentes ; James W. Pyke, importateur, et A. George Brooke Claxton, avocat, tous de la cité de Montréal ; lesquels sont tous résidants en Canada et sujets de Sa Majesté. Les cinq premiers seront les directeurs provisoires.

McCORMICK & CLAXTON,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 6 mars 1901. 1207

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir par lettres patentes une charte constituant en corporation et corps politique sous l'empire de la loi corporative des compagnies à fond social, les requérants ci-dessous nommés et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie formée par cette charte.

1° Le nom social de la compagnie sera "Beaudoin & Cie."

2° L'objet pour lequel la constitution de la compagnie est demandé est de :

hundred and fifty thousand dollars, divided into one thousand five hundred shares of one thousand dollars each.

5. The petitioners are : Onésime Côté, trader, of Saint Alphonse ; Alfred Chavigny de Lachevrotière, physician, of Saint Louis de Lotbinière ; Joseph Brassard, merchant, of Roberval ; Wilbrod Jalbert, Etienne Paradis and Alphonse Benoni Dupuis, all three merchants, of Quebec ; Damase Jalbert, merchant, of Lake Bouchette ; Victor Lemieux, merchant, of Quebec ; Joseph Isaac Lavery, advocate, of Quebec, and Théodule Bernier, merchant, of Roberval.

6. The first directors will be the seven persons hereinabove named in the former paragraph.

CASGRAIN, LAVERY,
RIVARD & CHAUVEAU,
Solicitors for applicants

Quebec, 2nd March, 1901. 1174

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation and letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, Revised Statutes of Quebec, constituting the applicants and such other persons as are or may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set out :

1. The proposed name of the company is " The Aylmer Drill Manufacturing Company."

2 That its chief place of business shall be in the city of Montreal, and the capital stock of said company shall be $50,000.00, divided into one thousand shares of $50.00 each.

3. The objects for which incorporation is sought, are : to acquire and take over from The Aylmer Drill Syndicate, all their rights, titles and interest to certain hand and power drills which are secured, and are being secured by canadian and foreign patents ; to manufacture, buy, sell and deal in rock drills of every nature and description, machinery, supplies and appliances of every sort used in connection with said drills, or incidental thereto ; to apply for, or otherwise acquire and deal in patents of invention, patent rights connected with rock drills.

4. The names in full, calling and address of the applicants are : Honorable Henry Aylmer, sheriff, of Sherbrooke, in the province of Quebec ; Frank Plummer, accountant, of Port Hastings, in Cape Breton, province of Nova Scotia ; Garnett H. Meldrum, stock-broker ; Edward J. Fetherstonhaugh, patent solicitor ; James W. Pyke, importer, and A. George Brooke Claxton, advocate, all of the city of Montreal ; all of whom are residents in Canada, and subjects of His Majesty, and the first five of whom shall be the provisional directors.

McCORMICK & CLAXTON,
Solicitors for applicants.

Montreal, 6th March, 1901. 1208

Public notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for a charter of incorporation under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the company, formed by this charter.

1. The corporate name of the company will be " Beaudoin & Cie."

2. The purpose for which the incorporation of the company is sought is :

(*a.*) Manufacturer les cuirs, chaussures, harnais et autres acticles de sellerie.

(*b*) Acheter et vendre brut et manufacturer les cuirs, chaussures, articles de sellerie et autres matières nécessaires aux fins susdites.

(*c*) Faire en général les affaires de manufacturier et commerçant.

(*d*) Acquérir, louer, construire toutes bâtisses, tous immeubles et pouvoirs moteurs nécessaires aux exploitations qui font l'objet de cette compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera au village de D'Israeli, dans le comté de Wolfe.

4° Le montant projeté au fonds social sera de six mille piastres, divisé en soixante actions de cent piastres chacune.

5° Les noms, adresse et profession des réquérants sont comme suit : John Champoux, commerçant de bois ; Joseph E. Rheault, marchand ; Zacharie Beaudoin, manufacturier de chaussures ; David Champoux, marchand, et Charles Beaudoin, manufacturier de chaussures, tous de la paroisse de D'Israëli dans le comté de Wolfe.

Les réquérants seront les premiers directeurs de la compagnie.

J. A. CHICOYNE.
1051 2 Procureur des Requérants.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant gouverneur en vertu des dispositions de la "Loi des Compagnies minières de Québec," 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les acquérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Texas Gold Mining Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de louer ou acquérir par achat, échange ou autrement posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droit de mines, minerais, droits de préemption ou tout intérêt en iceux, les mettre en opération ou les faire exploiter, les louer et avoir et exercer tous les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés dans la Loi des Compagnies Minières de Québec, et conférés par icelle.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Le montant proposé du fonds social sera de $500,000.00.

Le montant d'actions sera de 500,000, et le montant de chaque action sera d'une piastre ($1.00) chacune.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Crompton, propriétaire de mine, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique ; William Mann, gentilhomme ; Eugène W. Villeneuve, agent ; Charles A. Barnard, écr., avocat, et Edouard A. Barnard, comptable, tous quatre des cité et district de Montréal.

Les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie seront les dits William Mann, Eugène W. Villeneuve et Charles A. Barnard, tous résidant au Canada et sujets de Sa Majesté.

SICOTTE & BARNARD,
Procureurs des requérants.
Montréal, 13 février 1901. 847-4

Canada,
Province de Québec.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Quebec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, les constituant et telles autres autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, devant être créée en corps politique et incorporé en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social.

1° Le nom collectif proposé sera "The Canadian Chrome Iron Company, limited."

(*a*) To manufacture leather boots, harness and other articles of saddlery.

(*b*) To buy and sell raw and to manufacture leather, boots, articles of saddlery and other material necessary for the above named purposes.

(*c*) To carry on a general manufacturing and commercial business.

(*d*) To buy, lease, bulid all buildings, all real estate and powers need for the business of this company.

3. The company's principal place of business will be in the village of D'Israëli, in the county of Wolfe.

4. The proposed amount of its capital stock will be six thousand dollars, divided into sixty shares of one hundred dollars each.

5. The names, residence and calling of the petitioners are as follows : John Champoux, lumber merchant ; Joseph E. Rheault, merchant ; Zacharie Beaudoin, boot manufacturer ; David Champoux, merchant, and Charles Beaudoin, boo manufacturer, all of the parish of D'Israëli, in the county of Wolfe.

The petitioners will be the first directors of the company.

J. A. CHICOYNE,
1052 Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governer, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies Act, 63 Victoria, chapter 33, for letters patent, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name of The Texas Gold Mining Company.

The purposes for which incorporation is sought are : to lease or acquire by purchase, exchange or otherwise posses sand alienate mines, mining lands, mining rights, minerals, preemption rights, or any interest therein, to work same or cause same to be worked, to rent same, and to have and exercise all the powers, rights and privileges enumarated and conferred in and by the Quebec Mining Companies Act.

The chief place of business of the company is to be in the city and district of Montreal.

The intented amount of the capital stock is $500,000.00.

The number of shares is to be 500,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar ($1 00) each.

The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Crompton, mine owner, of the city of New York, in the state of New York, one of the Uuited States of America ; William Mann, gentleman ; Eugene W. Villeneuve, agent ; Charles A. Barnard, esq., advocate, and Edward A. Barnard, accountant, all four of the city and district of Montreal.

The first or provisional directors of the company are to be the said William Mann, Eugene W. Villeneuve and Charles A. Barnard, all residing in Canada and subjects of His Majesty.

SICOTTE & BARNARD,
Attorneys for applicants.
Montreal, 13th February, 1901. 848

Canada,
Province of Quebec.

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent constituting them and all others who may hereafter become shareholders of the company thus created a body politic and corporate, and incorporated under the provisions of the Joint Stock Company Incorporation Act.

1. The proposed corporate name is to be "The Canadian Chrome Iron Company, Limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est dans le but de miner et concentrer le fer chromé et autres minerais, et toutes transactions nécessitées par les dites affaires.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres ($50,000).

5° Le dit fonds social sera divisé en mille actions de cinquante piastres chacune.

6° Les noms des requérants sont : Hugh Leonard et Alphonse Labrecque, de D'Israeli, dans le canton de Garthby, dans le district de Saint-François, mineurs et commerçants ; James Leonard, du canton de Winslow, dans le district de Saint-François, commerçant ; George E. Drummond et James T. McCall, des cité et district de Montréal, marchands de fer, d'acier et de métaux.

7° Les premiers directeurs de la dite compagnie seront Hugh Leonard et Alphonse Labrecque, de D'Israeli, dans le canton de Garthby, dans le district de Saint-François, mineurs et commerçants ; James Leonard, du canton de Winslow, dans le district de Saint-François, commerçant ; George E. Drummond et James T. McCall, des cité et district de Montréal, marchands de fer, d'acier et de métaux, lesquels sont tous sujets anglais.

JOHN LEONARD,
811 4 Procureur des requérants.

Avis est donné qu'à l'expiration des délais fixés par la loi, Hans Moritz Meyer, Dame Helen Hyman, épouse du dit H. M Meyer, manufacturier, de la cité de Montréal, Jacques Goldstein et Dame Ida Hyman, épouse du dit Jacques Goldstein, manufacturier, du dit lieu, et Berthold Marcuse, commerçant, de Montréal susdit, feront application pour obtenir une charte par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province de Québec, constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie formée par cette charte, en corporation et corps politique sous le nom de la "Compagnie Knit-to-fit."

2° L'objet pour lequel cette compagnie est organisée est pour la manufacture de marchandises tricotées, faire le commerce des produits de ce genre, acquérir et vendre les marques de commerce des différents tricots et des patentes se rapportant aux améliorations et inventions nouvelles relatives à la manufacture des effets en tricot, acheter et vendre des immeubles pour y établir une ou des manufactures de tricot, ainsi que des magasins et entrepôts pour la vente des marchandises provenant des dites manufactures, ou de toute autre manufacture de tricots et de tissus fabriqués en Canada ou à l'étranger.

3° Le siége principal des affaires de la compagnie sera fixé dans la cité de Montréal.

4° Le capital social sera de vingt-cinq mille dollars.

5° Ce capital divisé en deux cent cinquante actions de cent dollars chacune.

6° Les premiers directeurs de la compagnie seront MM. Hans M. Meyer, Jacques Goldstein et Berthold Marcuse, tous sujets de Sa Majesté.

L. F. MORISON,
Avocat des requérants.
Saint-Hyacinthe, 21 février 1901. 1005-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la province de Québec, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par lettre patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les Requérants, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Club le Frontenac".

2. The object for which the incorporation is sought, is for the purpose of mining and concentrating chrome iron ore and other ores, and all transactions necessitated by said business.

3. The chief place of business of said company will be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

4. The capital stock of said company will be fifty thousand dollars ($50,000.)

5. The said capital shall be divided into one thousand shares of fifty dollars each.

6. The names of petitioners are : Hugh Leonard and Alphonse Labrecque, of D'Israeli, in the township of Garthby, in the district of Saint Francis, miners and traders ; James Leonard, of the township of Winslow, in the district of Saint Francis, trader ; George E. Drummond and James T. McCall, of the city and district of Montreal, iron, steel and metal merchants.

7. The first directors of said company will be Hugh Leonard and Alphonse Labrecque, of D'Israeli, in the township of Garthby, in the district of Saint Francis, miners and traders ; James Leonard, of the township of Winslow, in the district of Saint Francis, trader ; George E. Drummond and James T. McCall, of the city and district of Montreal, iron, steel and metal merchants, and all of whom are british subjects.

JOHN LEONARD,
812 Attorney for petitioners.

Notice is given that after the expiration of the delays established by law, Hans Moritz Meyer, Mrs Helen Hyman, wife of the said H. M. Meyer, manufacturer, of the city of Montreal, James Goldstein and Mrs Ida Hyman, wife of the said James Goldstein, manufacturer, of said city, and Berthold Marcuse, trader, of Montreal aforesaid, will make application for a charter by letters patent issued under the great seal of the province of Quebec, constituting the petitioners and any other person which become a stockholder in the company formed by that charter, a corporation and body politic under the name "Knit-to-fit Company."

2. The object for which this company is organized is for the manufacture of knitted goods, to trade in knitted goods, buy and sell trade marks of different knitted goods and patents relating to improvements and new inventions for the manufacture of knitted goods, buy and sell immoveable property to build one or several knitting mills and stores and warehouses for the sale of such goods, or the product of knitted goods of any other factory and other goods woven in Canada or in foreign countries.

3. The principal office of the company to be in the city of Montreal.

4. The capital of the company to be of twenty-five thousand dollars.

5. This capital to be divided in two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

6. The first directors of the company to be MM. Hans, M. Meyer, Jacques Goldstein and Berthold Marcuse, all subjects of His Majesty.

L. F. MORISON,
Attorney for the petitioners.
Saint Hyacinthe, 21st February, 1901. 1006

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, applicants will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the Joint stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purpose hereinafter mentioned.

1. The proposed name of the company is to be : "The Frontenac Club."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est se récréer et s'instruire, en ayant un local pour y installer des jeux, et y avoir une bibliothèque et une salle de lecture.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de $2,000.00 deux mille dollars courant, divisé en deux cents (200) actions de dix ($10.00) dollars chacune.

5° Les noms des réquérants sont : Archibald Cousineau, agent d'immeubles, Arthur Lapierre, tailleur, Stanislas Rousseau, Rodrigue Gauthier, commis-voyageur et Jacques Villeneuve, commis-voyageur, tous des cité et district de Montréal. Les dits Archibald Cousineau, Rodrigue Gauthier et Jacques Villeneuve seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

DESBOIS & DION,
Procureurs des réquérants.

Montréal, 10 février 1901. 1065-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la "loi corporative des compagnies à fonds social," incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom dans et le but ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Granby Printing and Publishing Company, Limited."

2° Les objets, en vertu des dispositions de la loi, pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de prendre possession du matériel d'imprimerie et tout ce qui s'y rapporte, maintenant en la possession de Nap. N. A. Meyer et Geo. Legge ; de publier un journal dans le village de Granby et dans le voisinage si il est à propos ; de faire en général les affaires d'impression à l'entreprise et tout ouvrage fait ordinairement dans une imprimerie ; de procurer aux actionnaires un placement profitable.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans le village de Granby, dans le district de Bedford, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix milles piastres ($10,000.00.)

5° Le nombre d'actions sera de mille de la valeur au pair de dix piastres chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit, savoir : J. Bruce Payne, manufacturier de cigares, du village de Granby, dans le district de Bedford, dans la dite province de Québec ; N. A. Meyer, manufacturier ; John Lincoln, agent ; Frederick W. West, marchand, et George Legge, imprimeur, tous du dit village de Granby.

7° Les dits J. Bruce Payne, N. A. Meyer, John Lincoln, Frederick W. West et George Legge seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous ou la majorité d'eux résidants en Canada et sujets de Sa Majesté.

DOZOIS & TARTRE,
Procureurs des Requérants.

Granby, Québec., 21 février 1901. 1063-2

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Quebec*, une demande sera faite par les personnes ci-après nommées, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, sections 4690 et suivantes des statuts revisés de la province de Québec, incorporant les

2. The object for which incorporation is sought, is to divert and instruct oneself, and to have a house for the purposes of making an installation of a complete gymnasium, a library and a reading room.

3. The chief place of business of the said company is to be in the City of Montreal, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be $2,000.00 two thousand dollars currency, divided into (200) two hundred shares of ($10.00) ten dollars each.

5. The names in full of the applicants are : Archibald Cousineau, real-estate agent, Arthur Lapierre, tailor, Stanislas Rousseau, commercial traveler, Rodrigue Gauthier, commercial-traveller, and Jacques Villeneuve, commercial traveller, all of the city of Montreal. The said Archibald Cousineau, Rodrigue Gauthier and Jacques Villeneuve being the first of provisional directors of the said company.

DESBOIS & DION,
Solicitors for applicants.

Montreal, 10th February, 1901. 1066.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council for a charter of incorporation by Letters Patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies Act" incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed Company, corporate and politic, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1° The proposed corporate name of the Company, is "The Granby Printing and Publishing Company Limited".

2° The purposes, within the provisions of the Act, for which incorporation is ought are : to take over the printing plant and all pertaining thereto, at present owned by Messrs N. A. Meyer and Geo Legge ; to publish a news-paper in the village of Granby and places in the vicinity if advisable ; to do a general job printing business and all work usually done in the printing office ; to afford shareholders a profitable investment.

3° The head office of the said company will be in the village of Granby, in the district of Bedford, province of Quebec.

4° The amount of capital stock of the said company is ten thousand dollars ($10,000.00).

5° The number of shares is to be one thousand of the par value of ten dollars each.

6 The names in full and address and calling of each of the applicants are as follows, viz : J. Bruce Payne, cigar manufacturer, of the village of Granby, in the district of Bedford, in said province of Quebec ; N. A. Meyer, manufacturer ; John Lincoln, agent ; Frederick W. West, merchant ; and George Legge, printer, all of said village of Granby.

7° The said J. Bruce Payne, N. A. Meyer, John Lincoln, Frederick W. West and George Legge shall be the first or provisional directors of the said company, all or the majority of them are residents of Canada and subjects to His Majesty.

DOZOIS & TARTRE,
Attorneys for applicants.

Granby, Quebec, 21st February, 1901. 1064

NOTICE

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made by the persons hereinafter named to His Honour the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the joint stock companies act, section 4690 and following of the revised statutes of the province of Quebec, incorporating the applicants and such others as may

requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, et dans le but ci-après mentionné, savoir :

1° Le nom de la compagnie sera : La Compagnie des Terrains Suburbains de Montréal;

2° L'objet de la compagnie est :

(a) Pour acquérir, acheter, posséder, vendre et louer des terrains et autres propriétés immobilières propres pour le commerce, manufactures, magasins, dépôts, résidences ;

(b) Pour développer et améliorer les dits terrains, construire, bâtir et maintenir sur iceux des bâtisses, magasins, dépôts et autres constructions qui pourront servir dans le but ci-dessus mentionné, en disposer pour tel autre but ou autrement, faire toutes sortes d'opérations de manufacture sur les terrains possédés par la dite compagnie ou dans les bâtisses construites sur iceux ;

(c) Pour faire des avances à telles conditions et garanties qui pourront être convenues, à chaque personne ou personnes qui pourront louer ou acheter aucune partie quelconque des dits immeubles ou bâtisses ;

(d) Pour diviser en lots à bâtir en tout ou en partie des immeubles possédés par la dite compagnie, et de se servir d'aucune partie pour les fins d'amusements en mettant à part une certaine partie de terre pour des parcs et autres fins, et de charger un prix d'entrée pour entrer sur les terrains de la dite compagnie;

(e) Pour disposer du dit terrain pour le meilleur avantage de la dite compagnie, et de faire passer tous les autres actes et conventions, affaires et choses en rapport ou avantageuses au profit de tous les dits objets ou partie d'iceux.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie est de cinquante mille piastres, divisé en cinq cents actions de $100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit: Frédéric D. Monk, avocat ; Joseph U. Emard, avocat ; tous deux de la cité et du district de Montréal ; Israël L. Lafleur, marchand, de Notre-Dame de Grâce ; Edouard Gohier, négociant, de la ville de Saint-Laurent ; James Swail, gentilhomme, de la ville de Notre-Dame des Neiges.

Tous sujets anglais et résidents en Canada, lesquels seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

EMARD & TASCHEREAU,
Avocats des requérants.

Montréal, 27 février 1901. 1105-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, incorporant les requérants ainsi que toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera "The Quebec Athletic Club."

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : d'acquérir des propriétés immobilières pour jeux athlétiques de toutes sortes, construire des bâtisses, bâtir des hippodromes et ouvrir des pistes et faire généralement les améliorations nécessaires à telle propriété ; vendre et disposer du tout ou partie d'icelle, et garder des objets requis par des compagnies incorporées, organisées pour des fins athlétiques en général.

3° Le bureau principal d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le fond social proposé de la compagnie est de $30,000.00.

become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be : "The Montreal Suburban Land Company ;"

2. The purposes of the company are :

(a) To acquire, purchase, possess, sell and lease lands and other property and real estate, suitable for trade, manufactures, stores, storehouses and residences.

(b) To develop and improve the said lands, construct, build and maintain upon the same, buildings, stores, storehouses and other constructions that may be used for the above purposes, dispose of the same for such other purposes or otherwise carry on all kinds of manufacturing operations of the lands held by the said company or in the buildings built thereon.

(c) To make advances upon such conditions and security as may be agreed upon, to any person or persons who may lease or purchase any portion whatever of the said real estate or buildings.

(d) To divide into building lots the whole or part of the real estate possessed by said company, and to use any portion of it for amusement purposes by setting a part a certain portion of said land for parks and other purposes, and to charge an entrance fee to enter on the grounds of said company.

(e) To dispose of said land for the best advantages of the company, and to do and perform all other acts, deeds, matters and things incidental or conductive to the carrying out of all or any of said objects.

3. The head office of said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said company is to be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Frederic D. Monk, advocate ; Joseph U. Emard, advocate ; both of the city and district of Montreal ; Israël L. Lafleur, merchant, of Notre Dame de Grâce ; Elouard Gohier, trader, of the town of Saint Laurent ; James Swail, gentleman, of the town of Notre Dame des Neiges.

All british subjects and residing within the lands of Canada, who will be the first directors of said company.

EMARD & TASCHEREAU,
Solicitors for applicants.

Montreal, 27th February, 1901. 1106

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice, application will be made to His Honor the Lieute-Governor in council for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act and amendments, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentionned :

1° The proposed corporate name of the company is "The Quebec Athletic Club."

2° The purposes for which incorporation is sought are : to acquire real property for use in connection with athletic sports of all kinds, erect buildings, build courses and tracks and generally improve such property ; sell and dispose of the whole or part thereof and own stock in incorporated companies, organized for athletic purposes generally.

3° The chief place of business of the said company is to be at the city of Quebec, in the province of Quebec.

4° The intended capital stock of the company is $30,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 3,000, et le montant de chaque action sera de $10.00.

6° Les noms au long, adresse et profession de chacun des requérants sont comme suit :

William Shaw, marchand ; Roger Larue, marchand ; William A. Marsh, marchand ; John Ritchie, marchand ; John Macara, banquier ; Napoléon Lavoie, banquier ; J. A. R. Bédard, marchand ; capt. C. J. Dunn et Walter J. Ray, comptable, tous de Québec, tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

Daté à Québec, ce 21ième jour de février 1901.

CARON, PENTLAND & STUART,
993-3 Solliciteurs des requérants.

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dame Marjorie B. Mowat, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, épouse de Charles Rufus McDowell, marchand,

Demandeur ;

vs.

Le dit Charles R. McDowell, Défendeur.

Avis public est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée entre les susdites parties.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 6 mars 1901. 1209

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dame Rose Anna Jaret, de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Joseph Brodeur, marchand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Brodeur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

BLANCHET & CHICOYNE,
Avocats de la demanderesse.
Saint Hyacinthe, 1er mars 1601. 1175

Province de Qébec, District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

Dame Alphonsine Legault, épouse commune en biens de Joseph Dalmar Lalonde, marchand, tous deux de Saint-Benoit, dans le district de Terrebonne, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. ALBERT PILON,
Procureur de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, février 1901. 1185

Canada, Province de Québec, District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*

No 4318.

Dame Adèle St-Sauveur, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Théophile Morin, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Aimé, dans le district de Richelieu.

WURTELE & LACROIX,
Avocats de la demanderesse.
Sorel, 26 février 1901 1163-2

Province de Québec, District de Joliette. } *Cour Supérieure*

No. 3222.

Dame Marie Louise Petit, de la ville de Berthier, épouse de Joseph Masse, charretier, du même lieu,

Demanderesse ;

et

Joseph Masse, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

C. A. CHENEVERT,
Avocat de la Demanderesse.
Berthier, 21 février 1901. 1167-2

5° The number of shares is to be 3,000, and the amount of each share is to be of the value of $10,00.

6° The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows :

William Shaw, merchant ; Roger Larue, merchant ; William A. Marsh, merchant ; John Ritchie, merchant ; John Macara banker ; Napoléon Lavoie, banker ; J. A. R. Bedard, merchant ; capt. C. J. Dunn and Walter J. Ray, accountant, all of Quebec, all of whom will be the first or provisional directors.

Dated at Quebec, his 21st day of February, 1901.

CARON, PENTLAND & STUART,
994 Solicitors for applicants.

Province of Quebec. District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marjorie B. Mowat, of the town of Westmount, in the district of Montreal, wife of Charles Rufus McDowell, merchant.

Plaintiff ;

vs.

The said Charles R. McDowell,

Defendant.

Public notice is hereby given that an action in separation as to property has been, this day, instituted between the above parties.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Attorney's for plaintiff.
Montreal, 6th March, 1901. 1210

Canada, Province of Quebec, District of Saint-Hyacinth. } *Superior Court.*

Dame Rose Anna Jaret, of the city of Saint Hyacinth, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Joseph Brodeur, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*,

Plaintiff ;

vs.

Said Joseph Brodeur, Defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against defendant.

BLANCHET & CHICOYNE,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 1st March, 1901. 1176

Province of Quebec, District of Terrebonne. } *Superior Court.*

Dame Alphonsine Legault, wife common as to property of Joseph Dalmar Lalonde, merchant, both of Saint-Benoit, in the district of Terrebonne, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

J. ALBERT PILON,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, February 1901. 1186

Canada, Province of Quebec. District of Richelieu. } *Superior Court.*

No. 4318.

Dame Adèle St Sauveur, duly authorized to appear in judicial proceedings, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Théophile Morin, farmer, both of the parish of Saint Aimé, district of Richelieu.

WURTELE & LACROIX,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 26th February, 1901 1164

Province of Quebec, District of Joliette. } *Superior Court.*

No. 3222.

Dame Marie Louise Petit, of the town of Berthier, wife of Joseph Masse, carter, of the same place,

Plaintiff ;

and

Joseph Masse, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has this day been instituted in this cause.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for Plaintiff.
Berthier, 21st February 1901. 1168

Cour Supérieure.—District d'Iberville.
No 9.

Dame Rosalie Lebeau, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, étant dûment autorisée, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Magloire Dansereau, marchand, du même lieu.

GOSSELIN & ST. CYR,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Jean, 5 février 1901. 767-5

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 163.

Dame Emilie Gagné, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de J. Alonzo Létourneau, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit J. Alonzo Létourneau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

PELLETIER & LÉTOURNEAU,
Avocats de le demanderesse.
Montréal, 1er février 1901. 751-5

Province de Québec, District de Montréal. No 2845. } *Cour Superieure.*

Dame Mary Reilley, épouse d'Alfred Beckingham, contremaître, tous deux des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alfred Beckingham, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre son époux le défendeur.

HIBBARD & GLASS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 25 février 1901. 1117 2

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 900.

Dame Mélina Henry, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Beaudry, entrepreneur, des cité et district de Montréal.

DUPUIS & LUSSIER,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 février 1901. 835-4

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1002.

Dame Delphine Normandin, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari Agnus Mongeau, entrepreneur, tous deux de la cité de Saint-Henri, dit district.

MITCHEL LAROCHELLE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 23 février 1901. 1035-2

AVIS.

Edm. Savard, M. D., Charles St. Laurent, marchand, J. L. D. Warren, M. D., Thos. R. Duchêne, V. S., J. Thomas Côté, marchand, M. O. Bossé, N. P., H. A. Hamel, M. D, Jean Simard, marchand, et Jos. Jolicœur, marchand, tous de la ville de Chicoutimi, donnent par les présentes avis qu'ils s'adresseront au lieutenant-gouverneur de cette province, pour qu'il lui plaise leur accorder des lettres patentes les incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront à eux dans l'avenir, sous la raison sociale de "Le Club des Marchands de Chicoutimi", avec les droits et pouvoirs nécessaires pour former un club d'amusement et de récréation dans la ville de Chicoutimi, P. Q., avec un capital social de mille piastres, divisé en deux cents actions de

Superior Court—District of Iberville.
No. 9.

Dame Rosalie Lebeau, of the town of Saint John, district of Iberville, being duly authorized, has taken, this day, an action for separation of property against her husband, Magloire Dansereau, merchant, of the same place.

GOSSELIN & ST. CYR,
Attorneys for the plaintiff.
Saint John, 5th February, 1901. 768

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 163.

Dame Emilie Gagné, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J. Alonzo Létourneau, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said J. Alonzo Létourneau, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st February, 1901. 752

Province of Quebec, District of Montreal. No. 2845. } *Superior Court.*

Dame Mary Reilley, wife of Alfred Beckingham, foreman, both of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The said Alfred Beckingham, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against her husband the defendant.

HIBBARD & GLASS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 25th February, 1901. 1118

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 900.

Dame Mélina Henry, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Louis Beaudry, contractor, of the city and district of Montreal.

DUPUIS & LUSSIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th February, 1901. 836

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1002.

Dame Delphine Normandin, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Agnus Mongeau, contractor, both of the city of Saint Henri, said district.

MICHEL LAROCHELLE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 23rd February, 1901. 1036

NOTICE.

Edm. Savard, M. D., Charles St. Laurent, merchant, J. L. D. Warren, M. D., Thos. R. Duchêne, V. S., J. Thomas Côté, merchant, M. O. Bossé, N. P., H. A. Hamel, M. D., Jean Simard, merchant, and Jos. Jolicœur, merchant, all of the town of Chicoutimi, hereby give notice that they will apply to the Lieutenant Governor of this province, that he may be pleased to grant them letters patent, incorporating them and those who will be associated with them in future, by the name of "Le Club des Marchands de Chicoutimi", with the rights and powers necessary to form a club for amusement and recreation in the town of Chicoutimi, with a capital stock of one thousand dollars, divided into two hundred shares of five dollars each, and that the

cinq piastres chacune, et que les personnes dont les noms sont mentionnés ci-dessus seront les premiers directeurs de la compagnie.

SAVARD & SAVARD,
Procureurs des requérants.

Chicoutimi, 21 février 1901. 1033-2

parties whose names are mentioned hereinabove will be the first directors of the company.

SAVARD & SAVARD,
Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 21st February, 1901. 1034

Avis de Faillites

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

En vertu de l'acte des liquidations.

Dans l'affaire de "The Eastern Townships' Chrome Iron, Mining and Milling Company,"
En liquidation.

Un bordereau de dividendes au taux de soixante et quinze centins dans la piastre a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection au bureau du liquidateur, No 505, rue Craig, Montréal, jusqu'à mercredi, le vingt-septième jour de mars prochain, après laquelle date les dividendes seront payés.

T. A. BEAUDOIN,
Liquidateur.

Montréal, 27 février 1901. 1191

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
No 164. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Thomas A. Temple & Son,
Faillis ;

et

John J. MacRae, Curateur.

Avis est par le présent donné que le trente-unième jour de décembre 1900, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens des susdits faillis.

Les réclamations doivent être déposées sous trente jours de cette date.

JOHN J. MACREA,
Curateur.

185, rue Saint-Jacques,
Montréal, 5 mars 1901. 1205

Province de Québec,
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 3174.

Dans l'affaire de F. X. Julien, de Lambton, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 28e jour de février 1901, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints en cette affaire.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations dûment attestées sous serment dans un délai de trente jours du présent avis.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Bureau de Lefaivre & Taschereau,
48, rue Saint-Pierre.
Québec, 2 mars 1901. 1225

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de T. D. Buzzell & Co., Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection dans mon bureau lundi, le 25e jour de mars, après laquelle date les dividendes seront payés.

JOHN W. ROSS,
Curateur des biens de T. D. Buzzell & Co.

Bureau de P. S. Ross & Sons,
1766, rue Notre Dame.
Montréal, 7 mars 1901. 1227

Bankrupt Notices

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*

Under the winding-up act.

In the matter of "The Eastern Townships' Chrome Iron, Mining and Milling Company,"
In liquidation.

A dividend sheet at the rate of seventy-five cents in the dollar in this matter has been prepared, open to objection at the office of the liquidator, No. 505, Craig street, Montreal, until Wednesday, the twenty-seventh day of March next, after which date the dividends will be paid.

T. A. BEAUDOIN,
Liquidator.

Montreal, 27th February, 1901 1192

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 164. } *Superior Court.*

In the matter of Thomas A. Temple & Son,
Insolvents ;

and

John J. MacRae, Curator.

Notice is hereby given that on the thirty-first of December, 1900, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named insolvents.

Claims must be fyled within thirty days from this date.

JOHN J. MACRAE,
Curator.

5, Saint James street,
18Montreal, 5th March, 1901. 1206

Province of Quebec,
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 3174.

In the matter of F. X. Julien, of Lambton, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the court, dated on the 28th day of February, 1901, the undersigned have been appointed joint curators in this matter.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims duly attested under oath within a delay of thirty days from the present notice.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Joint curators.

Office of Lefaivre & Taschereau,
48, Saint Peter street.
Quebec, 2nd March, 1901. 1226

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of T. D. Buzzell & Co.,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and is open to objection at my office, on Monday, the 25th day of March, on and after which date dividends will be paid.

JOHN W. ROSS,
Curator estate T. D. Buzzell & Co.

Office of P. S. Ross & Sons,
1766, Notre Dame street.
Montreal, 7th March, 1901. 1228

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re L. A. Côté, hôtelier, Montréal.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 1er avril 1901.

Toute contestation doit être déposée entre mes mains avant le 1er avril 1901.

ARTHUR LACOSTE,
Curateur.

97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 4 mars 1901. 1187

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Telesphore Poupart, épicier, de la cité de Montréal, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli par l'honorable juge Archibald, en date du 15 février dernier.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 30, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

VITAL RABY,
J. O. MOTARD,
Curateurs conjoints.

Montréal, 1er mars 1901. 1189

Province de Québec, District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Alfred Dugal, marchand, Québec, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 mars 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 6 mars 1901. 1221

Province de Québec, District d'Arthabaska. No 151. } *Cour Supérieure.*

A. Valois, Insolvable ;

et

J. E. Methot, Requérant.

Avis public est par le présent donné que le dit insolvable a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, le cinquième jour de mars courant.

J. E. METHOT,
Gardien provisoire.

Arthabaskaville, 6 mars 1901. 1223

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In re L. A. Côté, hotelkeeper, Montreal.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after the 1st April, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the first April, 1901.

ARTHUR LACOSTE,
Curator.

97, Saint James street, Montreal.
Montreal, 4th March, 1901. 1188

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Telesphore Poupart, grocer, of the city of Montreal, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators to above named insolvent estate by Honorable judge Archibald, on the 15th February last.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, if they have not already done so, No. 30, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

VITAL RABY,
J. O. MOTARD,
Joint curators.

Montreal, 1st March, 1901. 1190

Province of Quebec, District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Alfred Dugal, merchant, Quebec, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th March, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 6th March, 1901. 1222

Province of Quebec, District of Arthabaska. No. 151. } *Superior Court.*

A. Valois, Insolvent ;

and

J. E. Methot, Petitioner.

Notice is hereby given that the insolvent has made an abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court of this district, on the fifth of day March instant.

J. E. METHOT,
Provisional gardian.

Arthabaskaville, 6th March, 1901. 1224

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Superieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : No 298. } DAME ALPHONSINE LANOUE, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de feu Charles O. Gervais, Demanderesse ; contre JOSEPH DANDURAND, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé sur le chemin de la Grande Ligne, au village de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le dit district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : No. 298. } DAME ALPHONSINE LANOUE, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, widow of the late Charles O. Gervais, Plaintiff ; against JOSEPH DANDURAND, of the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, Defendant.

A lot of land lying and situate on the road of the Grande Ligne, at the village of Saint Alexandre, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said

dite paroisse de Saint-Alexandre, sous le numéro deux cent soixante et dix-neuf (No 279), contenant quarante-cinq pieds de largeur sur deux cent quatre-vingts pieds de profondeur—avec une maison, un magasin et autres bâtisses y érigées.

Sujet à la charge d'une rente annuelle et viagère de vingt piastres, en faveur de J. Bte Dandurand, père, créée par un acte de donation de ce dernier à Joseph Dandurand, passé devant Mtre J. E. Boivin, notaire, le 8 janvier 1897.

Pour être vendu, sujet à la susdite charge, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Alexandre, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Saint-Jean, 13 février 1901. 863-2
[Première publication, 16 février 1901]

parish of Saint Alexandre, under the number two hundred and seventy-nine (279), containing forty-five feet in width by two hundred and eighty feet in depth—with a house, a store and other buildings thereon erected.

Subject to the charge of an annual and life rent of twenty dollars, in favor of J. Bte Dandurand, *père*, created by a deed of donation from this the latter to Joseph Dandurand, passed before Mtre J. E. Boivin, notary, on the 8th January, 1897.

To be sold, subject to the aforesaid charge, at the parochial church door of the said parish of Saint Alexandre, on the NINETEENTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Saint Johns, 13th February, 1901. 864
[First published, 16th February, 1901.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montmagny. No 324. } DAME MARIE ELEONORE EULALIE HENRIETTE BENDER, épouse de l'honorable P. Aug. Choquette, juge de la cour supérieure, de la cité de Québec, dûment autorisé de son dit époux, Demanderesse ; contre JEAN BAPTISTE MINVILLE ET DAME AMARYLLIS BOULET, son épouse, autrefois cultivateur, de Saint-Thomas, maintenant absents aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeurs.

Un terrain situé en la première concession du sud de la Rivière du Sud, paroisse de Saint-Thomas, connu et désigné sous le numéro quatre cent vingt-six (426), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la parcisse de Saint-Thomas, MERCREDI, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 6 mars 1901. 1229
[Première publication, 9 mars 1901.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Montmagny. No. 324. } DAME MARIE ELEONORE EULALIE HENRIETTE BENDER, wife of the Honorable P. Aug. Choquette, judge of the superior court, of the city of Quebec, duly authorized by her said husband, Plaintiff; against JEAN BAPTISTE MINVILLE AND DAME AMARYLLIS BOULET, his wife, formerly farmer, of Saint Thomas, now both absent in the United States of America, Defendants.

A lot situate in the first concession south of the Rivière du Sud, of the parish of Saint Thomas, known and described as number four hundred and twenty-six (426), of the official cadastre of the parish of Saint Thomas—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, on WEDNESDAY, the TENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 6th March, 1901. 1230
[First published, 9th March, 1901.]

Ventes par le Shérif—Montreal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No. 1481. } MICHEL GALARNEAU, entrepreneur, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de WILBROD DESLAURIERS ET HENRI BERGERON, tous deux du même lieu, Défendeurs.

Saisis comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Sherbrooke, connu

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1481. } MICHEL GALARNEAU, contractor, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of WILBROD DESLAURIERS AND HENRI BERGERON, both of the same place, Defendants.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendants, the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Sherbrooke street,

et désigné sous le numéro de subdivision neuf, du lot numéro onze cent soixante et cinq (9-1165), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec un solage dessus construit.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Sherbrooke, connu et désigné sous le numéro de subdivision dix, du lot numéro onze cent soixante-cinq (10-1165), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques —avec un solage dessus construit.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 5 mars 1901. 1211
[Première publication, 9 mars 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 88. } JAMES CRADOCK SIMPSON, agent d'immeubles, et DAVID ROBERTSON, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et codicille de feu William Brown Hamilton, en son vivant du même lieu, Demandeurs ; contre les terres et tènements de JAMES NELSON, des cité et district de Montréal, Défendeur.

La propriété connue sous le No 49, rue Saint-Marc, quartier Saint-Antoine, Montréal, mesurant dix-neuf pieds quatre pouces de largeur en front et dix-neuf pieds huit pouces et demi en arrière sur une profondeur d'environ de cent quinze pieds six pouces—avec les bâtisses sus-érigées, et étant partie de la subdivision vingt-quatre, du lot connu sous le numéro mille six cent vingt-cinq J. (1625 J), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, la ligne de côté nord-ouest de la dite propriété étant située à une distance de six pieds sur le front à partir de la limite nord-ouest de la dite subdivision vingt-quatre, et à une distance de quatre pieds deux pouces en arrière à partir de la dite limite nord-ouest. La dite propriété étant bornée en front par la dite rue Saint-Marc, en arrière par une ruelle en commun, et des deux côtés par parties de la dite subdivision vingt-quatre, le tout mesure anglaise, et tel que désigné en couleur verte sur le plan d'icelle fait par Joseph Rielle, 8 janvier 1901.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE.
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 5 mars 1901. 1213
[Première publication, 9 mars 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1658. } JOSEPH OVIDE GRAVEL, comptable, de la cité et du district de Montréal, *et al.*, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de la succession de feu John Pratt, en son vivant de Montréal susdit, ancien marchand, Demandeurs ; contre les terres et tènements de THEODORE JACOTEL, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, contenant quarante pieds de front par cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, connu sous le numéro dix-neuf cent trente-six (1936), au plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, et borné en front par la rue Notre-Dame, en profondeur et du côté est par la propriété de la compagnie de chemin de fer du Grand Tronc du Canada, et du côté ouest par le numéro officiel dix-neuf cent trente-cinq (1935)—avec une maison en bois lambrissée en brique, à

known and described as subdivision number nine, of lot number eleven hundred and sixty-five (9-1165), of the official plan and book of reference of Saint James ward—with a foundation built thereon.

2. Another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Sherbrooke street, known and described as subdivision number ten, of lot number eleven hundred and sixty-five (10-1165), of the official plan and book of reference of Saint James ward—with a foundation built thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the foreneon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 5th March, 1901. 1212
[First published, 9th March, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 88. } JAMES CRADOCK SIMPSON, real estate agent, and DAVID ROBERTSON, merchant, both of the city and district of Montreal, herein acting in their quality of executors of the last will and testament and codicil thereto of the late William Brown Hamilton, in his lifetime of the same place, Plaintiffs ; against the lands and tenements of JAMES NELSON, of the city and district of Montreal, Defendant.

The property known as No. 49, Saint Mark street, Saint Antoine ward, Montreal, measuring nineteen feet four inches in width at the front and nineteen feet eight inches and a half at the rear by a depth of about one hundred and fifteen feet six inches—with the buildings thereon erected, and being part of subdivision twenty-four, of the lot known as number one thousand six hundred and twenty-five J (1625 J), of the official plan and book of reference of said Saint Antoine ward, the north west side line of said property being situate at a distance of six feet at the front from the north west limit of said subdivision twenty-four, and at a distance of four feet two inches at the rear from the said north west limit. The said property being bounded in front by said Saint Mark street, in rear by a lane in common and on both sides by portions of said subdivision twenty-four, the whole english measure and as shown colored green on the plan thereof made by Joseph Rielle, 8th January, 1901.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 5th March, 1901. 1214
[First published, 9th March, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1658. } JOSEPH OVIDE GRAVEL, accountant, of the city and district of Montreal, *et al.*, in their quality of testamentary executors and trustees of the estate of the late John Pratt, in his lifetime of Montreal aforesaid, formerly merchant, Plaintiffs ; against the lands and tenements of THEODORE JACOTEL, of the city of Saint Henri, district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the city of Saint Henri, in the county of Hochelaga, containing forty feet in front by one hundred feet in depth, the whole english measure, and more or less, known as number one thousand nine hundred and thirty six (1936), of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, and bounded in front by Notre Dame street, in depth and on the east side by the property of the Grand Trunk Railway Company of Canada, and on the west side by the official number one thousand nine hundred and thirty-five (1935)—with a wooden

deux étages et comble français et soubassement en pierre, hangars et écuries dessus construits.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shériff, Député-Shérif.
Montréal, 13 février, 1901. 833-2
[Première publication, 16 février 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Joliette.

Montréal, à savoir : No 3190. } LA CORPOPATION DE LA VILLE DE L'ASSOMPTION, corps politique et incorporé, ayant son bureau et place d'affaires en la ville de L'Assomption, district de Joliette, Demanderesse ; contre les terres et tenements de THE CANADIAN FOOD SUPPLY COMPANY, corps politique et incorporé, et ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité et dans le district de Montréal. Défenderesse.

Un lot de terre ou emplacement de forme irrégulière, sis et situé en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, faisant l'encoignure ouest des rues Saint-Paul et Saint-François-Xavier, connu et désigné sous le numéro trente-neuf (No 39), des plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,
Bureau du shérif, Député-Shérif.
Montréal, 13 février 1901. 831-2
[Première publication, 16 février 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : No. 1361. } DAME CAROLINE FORTIN, veuve de Dydime Simard, en son vivant percepteur du revenu, du village de la Baie Saint-Paul ; contre HENRI SIMARD, de la paroisse de la Malbaie, à savoir :

La moitié nord-est environ du lot numéro cinq cent quarante-neuf (549), du cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie, située village de la Malbaie ; bornée en front au chemin public, en arrière à la balance du dit lot, au nord-ouest à cent soixante-quatre (164) pieds, et au sud-est à cent quarante-sept (147) pieds du susdit chemin public, au nord-ouest partie à Mlle Anna Simard et partie aux représentants de feu Jean Gagnon, et au sud-est à la route Louis Lavoie—avec bâtisses. A la réserve d'un droit de passage sur le dit terrain, à pieds et en voiture, en faveur de la dite Mlle Anna Simard.

Pour être vendu à mon bureau, en la paroisse de la Malbaie, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 4 février 1901. 813-2
[Première publication, 16 février 1901.]

house cased in brick, two storeys high and french room, and stone foundation, barns and sheds thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 13th February, 1901. 834
[First published, 16th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Joliette.

Montreal, to wit : No. 3190. } THE CORPORATION OF THE TOWN OF L'ASSOMPTION, a body politic and corporate, having its office and place of business in the town of L'Assomption, district of Joliette, Plaintiff ; against the lands and tenements of THE CANADIAN FOOD SUPPLY COMPANY, a body politic and corporate, having its chief office and place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land of irregular shape, situate and being in the city of Montreal, in the district of Montreal, forming the west corner of Saint-Paul and Saint François Xavier streets, known and described as number thirty-nine (No. 39), of the official plan and book of reference of the west ward of the city of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 13th February, 1901. 832
[First published, 16th February, 1901.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: No. 1361. } DAME CAROLINE FORTIN, widow of Dydime Simard, in his lifetime revenue collector, of the village of Baie Saint Paul ; against HENRI SIMARD, of the parish of Malbaie, to wit :

The north east half about of lot number five hundred and forty-nine (549), of the official cadastre of the parish of Malbaie, situate in the village of Malbaie ; bounded in front by the public road, in rear by the residue of the said lot, on the north west at one hundred and sixty-four (164) feet, and on the south west at one hundred and forty-seven (147) feet from the said public road, on the north west partly by Miss Anna Simard and partly by the representatives of the late Jean Gagnon, and on the south east by the by-road Louis Lavoie—with buildings. Reserving a right of passage over the said lot, walking or driving, in favor of the said Miss Anna Simard.

To be sold at my office, in the parish of Malbaie, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. H. CIMON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 4th February, 1901. 814
[First published, 16th February, 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : No 348. } DAME FRANCES MARY RUSSELL, de East Orange, dans l'Etat de New Jersey, dans les Etats-Unis

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : No. 348. } DAME FRANCES MARY RUSSELL, of East Orange, in the state of New Jersey, in the United

d'Amérique, Demanderesse ; contre FELIX LATOUR ET AL., de la cité de Hull, Défendeurs, Ovilla Paillé, de la dite cité de Hull, mis en cause, et Thomas H. Birks, curateur au délaissement fait par le dit mis en cause.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs :

Lot numéro deux cent soixante et sept B (267B), dans le quartier numéro quatre, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité de Hull ; le dit lot ayant 33 pieds de front, faisant front sur la rue Alma, sur 99 pieds de profondeur sur la rue Albert—plus ou moins.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Hull, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Hull, 6 mars 1901, 1233

[Première publication, 9 mars 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : No 147. } DAME SARAH E. PEDLAR, épouse séparée de biens de George H. Pedlar, de Oshawa, dans la province d'Ontario, gentilhomme, la dite Sarah E. Pedlar étant marchande publique et faisant affaires comme telle à Oshawa susdit, sous les nom et raison de "The Pedlar Metal Roofing Company," et le dit GEO. H. PEDLAR, afin d'autoriser sa dite épouse. Demandeurs ; contre MODESTE MARTEL ET AL., de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, Défendeurs, à savoir :

Tous les droits, titres et intérêts du dit défendeur, Modeste Martel, dans et sur la partie nord du lot numéro trois cent dix-huit (318), dans le quartier No 4, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, contenant 33 pieds de front sur la profondeur depuis la rue Kent jusqu'aux lots faisant front sur la rue principale, à savoir : 80 pieds plus ou moins ; borné en front à l'ouest par la rue Kent, un arrière par le let 317, du dit quartier, la propriété d'Alfred Rochon, du côté nord par le lot No 291, la propriété de Charles E. Graham, et du côté sud par le résidu du lot No 318, appartenant au dit Graham, et occupé par Evariste Marquis, et dans les bâtisses susérigées et améliorations, le tout sujet à un certain bail du dit Charles E. Graham, en faveur du dit Martel, passé devant N. Tétreau, notaire public, le 31 janvier 1901.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Hull, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Hull, 6 mars 1901, 1231

[Première publication, 9 mars 1901.]

States of America, Plaintiff ; against FELIX LATOUR ET AL., of the city of Hull, Defendants ; Ovilla Paillé, of the said city of Hull, *mis-en-cause*, and Thomas H. Birks, Curator to the *délaissement* made by the said *mis-en-cause*.

Seized as belonging to said defendants :

Lot number two hundred and sixty-seven B (267B), in ward number four, of the city of Hull, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference, for said city of Hull ; said lot being 33 feet in front, facing on Alma street, by 99 feet deep on Albert street—more or less.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the NINTH day of APRIL next, at HALF-PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, 6th March, 1901, 1234

[First published, 9th March, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : No. 147. } DAME SARAH E. PEDLAR, wife separate as to property of George H. Pedlar, of Oshawa, in the province of Ontario, gentleman, the said Sarah E. Pedlar being a public trader and carrying on business as such at Oshawa aforesaid, under the name and style of "The Pedlar Metal Roofing Company", and said GEO. H. PEDLAR, to authorize his said wife, Plaintiffs ; against MODESTE MARTEL ET AL, of the city of Hull, in the district of Ottawa, Defendants, to wit :

All the right, title and interest of the said defendant, Modeste Martel, in and to the north part of lot number three hundred and eighteen (318), in ward No 4, in the city of Hull, in the district of Ottawa, containing 33 feet in front by the depth from Kent street to the lots fronting in Main street, to wit : 80 feet more or less ; bounded in front to the west by Kent street, in rear by lot No. 317, in said ward, the property of Alfred Rochon, on the north side by lot No. 291, the property of Charles E. Graham, and on the south side by the remainder of lot No. 318, belonging to said Graham, and occupied by Evariste Marquis, and in the buildings and improvements thereon, the whole subject to a certain lease from said Charles E. Graham to said Martel, passed before N. Tétreau, notary public, the 31st day of January, 1901.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT.
Sheriff.

Sheriffs' Office,
Hull, 6th March, 1901. 1232

[First published, 9th March, 1901.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Bryson.

Province de Québec, District de Pontiac. No 493. } JOSEPH EVANS McCUAIG, du village de Bryson, agent d'assurance, et JOSEPH T. ST. JULIEN, écuyer, magistrat de district, résidant dans le village d'Aylmer, Demandeurs ; contre les terres et tènements de HERMENEGILDE BERARD, du canton de l'Isle du Grand Calumet, dans le dit district de Pontiac, Défendeur.

Un lot de terre connu comme lot numéro quinze, dans le deuxième rang du canton de Grand Calumet

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Bryson.

Province of Quebec, District of Pontiac. No 493. } JOSEPH EVANS McCUAIG, of the village of Bryson, insurance agent, and JOSEPH T. ST. JULIEN, esquire, district magistrate, residing in the village of Aylmer, Plaintiffs ; against the lands and tenements of HERMENEGILDE BERARD, of the township of Grand Calumet Island, in the said district of Pontiac, Defendant.

A lot of land known as lot number fifteen, in the second range of the township of Grand Calumet--

—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 2 mars 1901. 1249
[Première publication, 9 mars 1901.]

with the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 2nd March, 1901. 1250
[First published, 9th March, 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 2581. } SIR HENRI-GUSTAVE JOLY DE LOTBINIERE, de la cité et district de Québec, avocat ; vs. LEON LANGLOIS, de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, dans le district de Québec, à savoir :

Le lot No 604 A (six cent quatre A), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, étant une terre située dans le rang Petit Saint-Charles—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis de Lotbinière, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 7 mars 1901. 975
[Première publication, 9 mars 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 1350. } ANTOINETTE CAZEAU, fille majeure, usant de ses droits, de la cité de Québec ; contre THEOPHILE SAINT-LAURENT ET AUTRES, de la ville de Nicolet, en le district des Trois-Rivières, en leur qualité d'exécuteurs du testament de feu Révérend Louis Théophile Fortier, en son vivant curé de Nicolet, à savoir :

Le lot No 2916 (deux mille neuf cent seize), du cadastre officiel pour le quartier du Palais, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Flavien—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente annuelle et constituée de $30.00, au capital de $500.00, payable comme suit : $15.00 le 15 avril, à Demoiselle Antoinette Cazeau, et $15.00 le 15 octobre, à Dame Bernadine Gagnon, veuve de Joseph Gauvin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 7 mars 1901. 977
[Première publication, 9 mars 1901.

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir : No 1143. } LA CITE DE QUEBEC ; contre le REVEREND ANTOINE NARCISSE BELLEMARE, prêtre, et THEOPHILE SAINT LAURENT, marchand, tous deux de la ville de Nicolet, dans le district des Trois-Rivières, fiduciaires, solidairement, en vertu du testament du révérend Louis Théophile Fortier, à savoir :

Le lot No 2285 (deux mille deux cent quatre-vingt-cinq), du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sous-le-Fort—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sheriff's Sales—Quebec.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 2581. } SIR HENRI GUSTAVE JOLY DE LOTBINIERE, of the city and district of Quebec, advocate ; vs. LEON LANGLOIS, of the parish of Saint Louis de Lotbinière, in the district of Quebec, to wit :

Lot No 604 A (six hundred and four A), of the official cadastre for the parish of Saint Louis de Lotbinière, being a land situate in the range Petit Saint Charles—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Louis de Lotbinière, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 7th March, 1901. 976
[First published, 9th March, 1901.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : No. 1350. } ANTOINETTE CAZEAU, spinster, of the city of Quebec ; against THEOPHILE ST-LAURENT AND OTHERS, of the town of Nicolet, in the district of Three Rivers, in their quality of testamentary executors of the late Reverend Louis Theophile Fortier, in his lifetime *curé* of Nicolet, to wit :

Lot No. 2916 (two thousand nine hundred and sixteen), of the official cadastre for Palace ward, of the city of Quebec, being a lot of ground situate in Saint Flavien street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to an annual and constituted rent of $30.00, on the capital of $500.00, payable as follows : $15.00 on the 15th of April, to Miss Antoinette Cazeau, and $15.00 on the 15th of October, to Dame Bernadine Gagnon, widow of Joseph Gauvin.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 7th March, 1901. 978
[First published, 9th March, 1901.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : No. 1143. } THE CITY OF QUEBEC ; against the REVEREND ANTOINE NARCISSE BELLEMARE, priest, and THEOPHILE SAINT-LAURENT, merchant, both of the town of Nicolet, in the district of Three Rivers, *fiduciaires*, jointly and severally (*solidairement*), in virtue of the will of the Reverend Louis Theophile Fortier, to wit :

Lot No. 2285 (two thousand two hundred and eighty-five), of the official cadastre for Champlain ward, of the city of Quebec, being a lot of ground situate in Sous-le-Fort street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à mon bureau, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 7 mars 1901. 1201

[Première publication, 9 mars 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ZARIAS NAUD, de la
No 1696. } paroisse de Deschambault ; contre PIERRE BEAUCAGE, de la paroisse de Deschambault, à savoir :

La moitié indivise de partie du lot No 181 (cent quatre-vingt-un), du cadastre officiel de la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant un emplacement situé au second rang de la dite paroisse de Deschambault, formant un demi arpent de largeur sur deux arpents de profondeur ; borné au sud-est à la station de Lachevrotière, au nord-ouest à Albert Naud, au nord-est à Gédéon Laganière, et au sud ouest à Ludger Naud—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 7 mars 1901. 1235

[Première publication, 9 mars 1901.]

To be sold at my office, on the TWELFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 7th March, 1901. 1202

[First published, 9th March, 1901.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } ZARIAS NAUD, of the
No. 1696. } parish of Deschambault ; against PIERRE BEAUCAGE, of the parish of Deschambault, to wit :

The undivided half of part of No. 181 (one hundred and eighty-one), of the official cadastre of the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a lot situate in the second range of the said parish of Deschambault, forming one half arpent in width by two arpents in depth ; bounded on the south east by the Lachevrotière station, on the north-west by Albert Naud, on the north-east by Gédéon Laganière, and on the south-west by Ludger Naud—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Deschambault, on the TWELFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 7th March, 1901. 1236

[First published, 9th March, 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } CANDIDE COMEAU,
No 858. } Demandeur ; contre EUGENE MOREAU, Défendeur.

Un emplacement de figure irrégulière, situé en la paroisse de Bécancourt, faisant partie du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Bécancourt, sous le numéro quatre cent soixante et treize (473), ayant un demi arpent de largeur à son front sur le chemin public, sous trait carré, sur la profondeur d'environ cent pieds ; de là, élargissant du côté sud-est sur la largeur des emplacements de Honoré Boisvert et Johnny Verrette ou représentants, sur la profondeur qu'il y a à aller à une décharge qui les sépare à la profondeur, et du côte nord-ouest du résidu du dit lot No 473, appartenant à Edmond Houle, et borné du côté sud-est partie par l'emplacement du dit Honoré Boisvert ou représentant, faisant partie du dit lot No 473, et partie depuis la ligne sud-est de l'emplacement du dit Johnny Verret ou représentant, par la dite décharge qui fait le contour du dit emplacement à la profondeur et du côté nord-ouest—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Bécancourt, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 février 1901. 845-2

[Première publication, 16 février 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivieres.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME MARIE
No 61. } EMMA HAMELIN, Demanderesse ; contre JEAN-BAPTISTE ST. CYR, Défendeur.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } CANDIDE COMEAU,
No. 858. } Plaintiff ; against EUGENE MOREAU, Defendant.

A lot of irregular shape, situate in the parish of Becancourt, forming part of the lot of land known and described on the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Becancourt, as number four hundred and seventy-three (473), having one half arpent in width in front on the public road, division line, by the depth of about one hundred feet ; thence widening on the south east side by the width of the lots of Honoré Boisvert and Johnny Verrette, or representatives, by the depth there may be going to a water course which separates it in depth, and on the north west side from the residue of the said lot No. 473, belonging to Edmond Houle, and bounded on the south east side partly by the lot of the said Honoré Boisvert or representative, forming part of the said lot No. 473, and partly between the south east line of the lot of the said Johnny Verrette or representative, by the said water course which forms the boundary of the said lot in depth and on the north west side—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Becancourt, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 13th February, 1901. 846

[First published, 16th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME MARIE EMMA
No. 61. } HAMELIN, Plaintiff ; against JEAN-BAPTISTE ST. CYR, Defendant.

Un compeau de terre situé en la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, distrait du lot connu et désigné sous le numéro quarante-neuf (49), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, contenant un arpent et demi de large environ sur une profondeur moyenne d'un arpent et trois quarts, partant de la profondeur de la terre de Philémon Dolbec, au sud-est, à aller au chemin Royal au nord-ouest, puis traversant le chemin Royal au nord-ouest et prenant une largeur d'un demi arpent environ sur une profondeur d'environ cent quatre-vingts pieds ; borné au nord-ouest par un cours d'eau naturel, séparant ce compeau de terre du résidu de la terre de Casimir Neault, ainsi que vers le nord-est pour la dernière partie du dit compeau de terre qui se trouve au nord-ouest du chemin Royal, du côté sud-ouest par la terre d'Alphonse Perreault, au sud-est à la terre du dit Philémon Dolbec, vers le nord-est à Philias Perreault, et au nord-ouest par le chemin Royal pour la première partie du dit compeau de terre—avec une maison dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, le TREIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 6 février 1901. 765.2
[Première publication, 9 février, 1901.]

A piece of land situate in the parish of Sainte-Anne de la Pérade, detached from the lot known and described as number forty-nine (49), of the officiel plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte-Anne de la Pérade, containing about one arpent and a half in width by an average depth of one arpent and three quarters, starting from the depth of the land of Philemon Dolbec, on the south east, going to the King's road on the north west, thence crossing the King's road to the north west and taking a width of about one half arpent by a depth of about one hundred and eighty feet ; bounded on the north west by a natural water course separating this piece of land from the residue of the land of Casimir Neault, as well as on the north east for the last part of the said piece of land which is to the north west of the King's road, on the south west side by the land of Alphonse Perreault, on the south east by the land of the said Philemon Dolbec, on the north east by Philias Perreault, and on the north west by the King's road for the first part of the said piece of land—with a house thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de la Pérade, on the THIRTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office. Sheriff.
Three Rivers, 6th February, 1901. 766
[First published, 9th February, 1901.]

Proclamation

Canada, Province de Québec. } L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui verront ces présentes ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, *Proc.-Général.* } ATTENDU que MM. P. E. Smith, C. Labrèque, L. P. Sirois, M. H. Chabot, V. W. LaRue, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, dans le comté de Lévis, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Louis de Gonzague de Pintendre, comté de Lévis, est formée de parties détachées des paroisses de Saint-Henri, de Notre-Dame de la Victoire et de Saint-Joseph du comté de Lévis, et est borné comme suit, savoir :

Au nord-ouest, dans la dite paroisse de Notre-Dame de la Victoire, par les rangs de Coutances et de Sarasteau, dans la paroisse de Saint-Joseph par le rang d'Arlaca nord.

Au sud-est, dans la paroisse de Saint-Henri, concession Saint-Georges, par les terres de la même concession qui sont situées dans la direction du nord-ouest au sud est, c'est-à-dire du No 253 au

Proclamation

Canada, Province of Quebec. } L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, KING, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, *Atty.-General.* } WHEREAS Messrs. P. E. Smith, C. Labrèque, L. P. Sirois, M. H. Chabot and V. W. LaRue, commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant-governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries, which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Louis de Pintendre, in the county of Levis, in the said Roman Catholic diocese of Quebec, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Louis de Gonzague de Pintendre, county of Levis, is made up of parts detached from the parishes of Saint Henri, Notre-Dame de la Victoire, and of Saint Joseph, of the county of Levis, and is bounded as follows, to wit :

On the north west, in the said parish of Notre-Dame de la Victoire, by the ranges of Coutances and of Sarasteau, in the parish of Saint Joseph by the range of Arlaca north.

On the south east, in the parish of Saint Henri, Saint Georges concession, by the lands of the same concession which are situate in the direction from north west to south east, namely, from No 253 to

No 289 compris du cadastre de la dite paroisse de Saint-Henri, par la concession Saint-Jean-Baptiste, par la concession Saint-Ferréol ; enfin, par le lot No 33, concession nord-est de la rivière Etchemin, même cadastre.

Au nord-est, partie par la paroisse de Saint-Charles, et partie par les Nos 377, 472. 471 et 453, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis.

Enfin, au sud-ouest, partie par la concession Saint-Jean-Baptiste, partie par la concession Saint-Ferréol, partie par la concession nord-est de la rivière Etchemin, partie par la dite rivière et partie par la paroisse de Saint-David.

La superficie de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague de Pintendre est d'environ dix-neuf mille six cents (19,600) arpents.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent un, et. dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,
ADELARD TURGEON,
1251 Secrétaire de la province par intérim.

No 289 included, of the cadastre of the said parish of Saint Henri, by the concession Saint Jean Baptiste, by the concession Saint Ferreol ; lastly by range No 33, concession north east of the river Etchemin, same cadastre.

On the north east, partly by the parish of Saint Charles, and partly by the Nos. 377, 472, 471 and 453 of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de Lévis.

Lastly, on the south west, partly by the concession Saint Jean Baptiste, partly by the concession Saint Ferreol, partly by the concession north east of the river Etchemin, partly by the said river and partly by the parish of Saint-David.

The area of the parish of SaintLouis de Gonzague de Pintendre, is about nineteen thousand six hundred (19,600) arpents.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Louis de Pintendre aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Louis de Pintendre, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the GreatSeal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,
ADELARD TURGEON.
1252 Interim provincial secretary.

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 6 mars 1901.

Présent : — Le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Sous l'autorité de l'Acte 54 Victoria, chapitre 59, sec. 11, concernant l'adoption d'un tarif pour les services des membres de l'Association des Architectes de la province de Québec, il est ordonné que le tarif ci-dessous soit approuvé.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

ASSOCIATION DES ARCHITECTES DE LA PROVINCE DE QUEBEC

(Incorporée le 30 décembre 1890)

TABLEAU D'HONORAIRES

Pour les services donnés par les membres de l'association, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le 6 mars 1901.

No 1. Les honoraires de l'architecte seront basés sur le prix qu'aura coûté la bâtisse, en y compre-

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 6th March, 1901.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Under the authority of the act 54 Vict., cap. 59, sect. 11, concerning the sanction of a tariff for the services of members of the Association of Architects of the province of Quebec, it is ordered that the tariff hereinafter be approved.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council.

PROVINCE OF QUEBEC ASSOCIATION OF ARCHITECTS

(Incorporated 30th December, 1890.)

SCHEDULE OF CHARGES.

For services rendered by members of the association, approved by the Lieutenant Governor in council, on the 6th of March, 1901.

No. 1. The architect bases his professional charges upon the entire cost to the owner of the building,

nant tous les accessoires fixes nécessaires à l'occupation de l'édifice ; l'architecte aura droit à des honoraires additionnels pour les articles d'ameublement achetés ou dessinés par lui.

No 2. Quand les matériaux ou les articles fabriqués, destinés à la bâtisse, existeront sur le terrain ou que le propriétaire en aura acquis la possession sans déboursés, leur valeur sera ajoutée aux dépenses encourues pour la bâtisse, et l'architecte recevra la commission ordinaire sur cette valeur additionnelle.

No 3. Les dépenses de voyage seront payées par le propriétaire.

No 4. Les honoraires, payés en certains cas, à la journée, seront établis en raison de la réputation professionnelle de l'architecte, mais le minimum sera de $10.00 par jour.

No 5. Un architecte, appelé comme témoin en cour, en sa capacité professionnelle, aura droit à un honoraire de $4.00 pour chaque jour de comparution.

No 6. Les plans et devis de travaux exécutés seront considérés comme documents et propriété exclusive de l'architecte.

No 7. En considération des honoraires ci-dessous mentionnés, l'architecte sera tenu de fournir une série de plans et devis comme originaux, et une copie de ces mêmes plans et devis pour l'usage des entrepreneurs, mais il sera bien entendu que le tout devra lui être remis lorsque les travaux seront terminés.

No 8. Pour services professionnels complets en rapport avec toute bâtisse, comprenant les études préliminaires, les plans complets, les devis, les détails et la surveillance des travaux, l'architecte aura droit à une commission sur le coût total des travaux, dans la proportion suivante :

Pour toute classe de construction, dont la valeur s'élèvera jusqu'à $50,000.00, cinq pour cent (5°/₀).

Pour toute classe de construction, dont la valeur s'élèvera à plus de $50,000.00 et jusqu'à $150,000.00, quatre pour cent (4°/₀).

Pour toute classe de construction, dont la valeur excèdera $150,000.00, trois pour cent (3°/₀).

No 9. Les honoraires partiels dans le cas de subdivision ou de discontinuation des travaux, seront comme suit :

Pour études préliminaires (croquis), un cinquième (1/5) des honoraires ci-haut.

Pour plans et devis complets (les études préliminaires comprises), la moitié (1/2) des honoraires ci-haut.

Pour détails, un cinquième (1/5) des honoraires ci-haut.

Dans le cas de surveillance des travaux seulement, deux et demi pour cent (2½ °/₀) sur le coût.

No 10. Dans les cas exceptionnels, pour tout travail de restauration ou modification d'un édifice, l'architecte aura droit à une commission de sept et demi pour cent (7½ °/₀) sur le coût des travaux.

No 11. Pour autres travaux, aussi exceptionnels, dont la dépense portera sur une main-d'œuvre artistique ou spéciale, tels que : monuments, meubles, appliques décoratives, vitrerie d'art ou tout ouvrage analogue, l'architecte aura droit à une commission de sept et demi pour cent (7½ °/₀) sur le coût total.

No 12. Pour l'évaluation de propriétés qui requièreront mesurage et estimé détaillé, et dont la valeur n'excèdera pas $5,000.00, un et demi pour cent (1½°/₀). Quand la valeur sera de plus de $5,000.00), la commission sera de un et demi pour cent (1½°/₀) sur les premiers $5,000.00, et un pour cent (1°/₀) sur le reste.

No 13. Dans le cas où le propriétaire ou l'entrepreneur requièrera les services de l'architecte pour la préparation de quantités, ou pour le toisé des travaux faits ou à faire, ces services devront être payés (en dehors de la commission régulière) à raison de deux pour cent (2°/₀) sur l'évaluation ou le coût des travaux.

when completed, including all the fixtures necessary to render it fit for occupation, and is entitled to extra compensation for furniture and other articles designed or purchased by the architect.

No. 2. If any of the material or work used in the construction of the building, be already upon the ground or come into the possession of the owner without expense to him, the value of said material or work is to be added to the sum actually expended upon the building, before the architect's commission is computed.

No. 3 Travelling expenses are to be paid by the client.

No. 4. The charge per day which may be made by an architect will depend on his professional standing, but the minimum charge will be $10.00 per day.

No. 5. In all cases where an architect is subpoenaed professionally as a witness in court, he shall be entitled to a fee of $4.00 per day of attendance.

No 6. Drawings and specifications, as instruments of service, are the property of the architect.

No. 7. In consideration of the charges mentioned hereafter, the architect will be held to furnish a series of drawings and specifications, as originals, and copies of these same drawings and specifications for the use of the contractors, but it will be well understood that all the originals and copies must be returned to the architect, when the work will have been completed.

No. 8. For professional services in connection with all buildings, comprising preliminary studies, complete plans, specifications, details and superintendance, the architect will be entitled to a commission on the total cost of the building, when completed, in the following proportion.

On all classes of buildings, costing less than $50 000.00, five per cent (5°/₀).

On all classes of buildings, costing from $50,000.00 to $150,000.00, four per cent (4°/₀).

On all classes of buildings, costing more than $150,000.00, three per cent (3°/₀).

No. 9. Partial charges, in the case of subdivision or discontinuation of the work, will be as follows :

For preliminary studies (sketches), one fifth (1/5) of the above charges.

For complete plans and specifications, including the preliminary studies, one half of the above charges (1/2)

For details, one fifth (1/5) of the above charges.

For superintendance of the works, when drawings are not furnished, two and one half per cent (2½ °/₀), on the cost of the works.

No. 10. In exceptionnal cases, for all works of alteration or of restoration, the architect will be entitled to a commission of seven and one half per cent (7½ °/₀), of the cost of the work.

No. 11. For all other work (also exceptionnal), in which the expenditure is mainly for artistic workmanship, viz : For monumental work, fittings and furniture, and for decorative work, stained glass and such like, the architect will be entitled to a commission of seven and one half per cent (7½ °/₀) on the total cost of the work.

No. 12. For valuation of property requiring measurement and detail estimate, where the value will not exceed $5,000.00, one and one half per cent (1½ °/₀). Where the value exceeds $5,000.00, the commission will be one and one half per cent (1½ °/₀), on the first $5,000.00, and one per cent (1 °/₀) on the remainder.

No. 13. In case the owner of the building or the contractor should require the services of the architect to prepare quantities, or for measurement of the work done or to be done, such services will be paid (outside of the regular commission) at the rate of two per cent (2 °/₀) on the valuation or the cost of the work.

Avis Divers

DISTRICT ELECTORAL DE JOLIETTE.

Etat des dépenses d'élection de M. Joseph Mathias Tellier, avocat, et candidat à l'élection du 7 décembre 1900.

Pour loyers de salle, billets de passage, pension, timbres poste, papeterie, etc..... $ 22 70

(Signé) J. M. TELLIER.

Assermenté devant moi, à Joliette, le 2 février 1901.

(Signé) J. O GUILBAULT,
Officier rapporteur.

Vraie copie,
J. O. GUILBAULT,
Officier rapporteur.

Joliette, 22 février 1901.

Etat des dépenses de Dieudonné Désormier, agent spécial de J. M. Tellier, à l'élection du 7 décembre 1900.

Payé à diverses personnes suivant compte. $642 33

(Signé) D. DESORMIER.

Assermenté devant moi, à Joliette, ce 2 février 1901.

(Signé) J. O. GUILBAULT,
Officier rapporteur.

Vraie copie,
J. O. GUILBAULT,
Officier rapporteur.

Les comptes ci-dessus, faits en détail, sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

J. O. GUILBAULT.
Officier rapporteur.

Joliette, 22 février 1901. 1177

Miscellaneous Notices

ELECTORAL DISTRICT OF JOLIETTE.

Statement of the election expenses of Mr. Joseph Mathias Tellier, advocate, and candidate at the election of the 7th of December, 1900.

For rent of rooms, railway tickets, board, postage, stationery, &c.....$22 70

(Signed) J. M. TELLIER.

Sworn before me, at Joliette, this 2nd of February, 1901.

(Signed) J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

True copy,
J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

Joliette, 22nd February, 1901.

Statement of the expenses of Dieudonné Désormier, special agent of J. M. Tellier, at the election of of the 7th December, 1900.

Paid to divers parties according to account..$642 33

(Signed) D. DESORMIER,

Sworn before me, at Joliette, this 2nd of February, 1901.

(Signed) J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

True copy,
J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

These accounts made in detail are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

J. O. GUILBAULT,
Returning officer.

Joliette, 22nd February, 1901. 1178

Avis de Faillites

Dans l'affaire de J. B. A. Chevalier & Cie, Québec, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26 mars 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 9 mars 1901. 1245

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re P. Lamy & Gélinas, Montréal, Insolvables.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 25 mars 1901.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques,
Montréal, 9 mars 1901. 1247

Province de Québec, District de Pontiac. } *Cour Superieure.*

Dans l'affaire de J. W. Ritchie *et al.*, marchands, de Quyon, Qué., Faillis.

Un bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 31 mars 1901, après laquelle date ce dividende sera payable dans ce bureau.

THE OTTAWA TRUST &
DEPOSIT COMPANY, Limited.
1243 Curatrice.

Bankrupt Notices

In the matter of J. B. A. Chevalier & Cie, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 26th of March, 1901, after which date the dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 9th March, 1901. 1246

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In re P. Lamy & Gélinas, Montreal, Insolvents.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 25th March, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint-curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James St.
Montréal, 9 March 1901. 1248

Province of Quebec, District of Pontiac. } *Superior Court.*

In the matter of the estate of J. W. Ritchie *et al*, merchants, of Quyon, Que., Insolvents.

A dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 31st March, 1901, after which date this dividend will be payable at this office.

THE OTTAWA TRUST &
DEPOSIT COMPANY, Limited,
1244 Curators.

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieur.*

In re Louis Doré, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli par l'honorable juge Pagneulo, en date du 7e jour de mars courant, 1901.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, (s'ils ne l'ont déja fait), à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Curateurs-conjoints.

Montréal, 7 mars 1901. 1241

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Louis Doré, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators to above named insolvent estate by Honorable judge Pagneulo, on the 7th day of March instant, 1901.

Creditors of said insolvents are requested to produce their claims at our office, (if they have not already done so), No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint-curators.

Montréal, 7th March, 1901. 1242

Ventes par le Shérif—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : No 1361. } DAME CAROLINE FORTIN, veuve de Dydime Simard, en son vivant percepteur du revenu, du village de la Baie Saint-Paul ; contre HENRI SIMARD, de la paroisse de la Malbaie, à savoir :

La moitié nord-est environ du lot numéro cinq cent quarante-neuf (549), du cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie, située village de la Malbaie ; bornée en front au chemin public, en arrière à la balance du dit lot, au nord-ouest à cent soixante-quatre (164) pieds, et au sud-est à cent quarante-sept (147) pieds du susdit chemin public, au nord-ouest partie à Mlle Anna Simard et partie aux représentants de feu Jean Gagnon, et au sud-est à la route Louis Lavoie—avec bâtisses. A la réserve d'un droit de passage sur le dit terrain, à pieds et en voiture, en faveur de la dite Mlle Anna Simard.

Pour être vendu à mon bureau, en la paroisse de la Malbaie, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,
Shérif.

Bureau du shérif,
Malbaie, 4 février 1901. 813-2

[Première publication, 16 février 1901.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: No. 1361. } DAME CAROLINE FORTIN, widow of Dydime Simard, in his lifetime revenue collector, of the village of Baie Saint Paul ; against HENRI SIMARD, of the parish of Malbaie, to wit :

The north east half about of lot number five hundred and forty-nine (549), of the official cadastre of the parish of Malbaie, situate in the village of Malbaie ; bounded in front by the public road, in rear by the residue of the said lot, on the north west at one hundred and sixty-four (164) feet, and on the south west at one hundred and forty-seven (147) feet from the said public road, on the north west partly by Miss Anna Simard and partly by the representatives of the late Jean Gagnon, and on the south east by the by-road Louis Lavoie—with buildings. Reserving a right of passage over the said lot, walking or driving, in favor of the said Miss Anna Simard.

To be sold at my office, in the parish of Malbaie, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. H. CIMON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Malbaie, 4th February, 1901. 814

[First published, 16th February, 1901]

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 10

ANNONCEURS : — *Avis aux :* — Concernant avis, etc., 673.

AVIS :—Association des architectes de la province de Québec, 705 ; Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Hugues, 687.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 682 : Conseil législatif, 681 ; Date de réception, 680.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Amender charte cité de Montréal, 686 ; Amender charte ville de Chicoutimi, 684 ; Amender charte ville Saint-Laurent, 684 ; Autoriser J. D. E. Barras à pratiquer la chirurgie, 686 ; La Cie de chemin de fer électrique suburbain de Québec, 686 ; The Point Saint Charles Amateur Athle-

Index of the Quebec Official Gazette. No. 10

ADVERTISERS : — *Notice to :* — Respecting notices &c, 673.

NOTICE :—Province of Quebec association architects, 705 ; Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Saint Hugues, 687.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the:*— Legislative Assembly, 682 ; Legislative Council, 681 ; Date of receipt, 680.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To amend charter city of Montreal, 686 ; To amend charter town of Chicoutimi, 684 ; To amend charter town of Saint Laurent, 684 ; To authorize J. D. E. Barras to practise the chirurgical, 686 ; The Quebec Suburban electric railway Coy, 686 ; The Point Saint Charles

tic, 685 ; The Royal Saint Lawrence Yacht Club, 685 ; Transit Insurance Coy of Montreal, 687.

DÉPENSES D'ÉLECTION :—Districts électoraux de :—Drummond : W. J. Watts, 687 ; Joliette : J. M. Tellier, 707 ; Jos. Gadoury, 687.

FAILLIS :—Buzzell & Co, 696 ; Chevalier & Cie, 707 ; Côté, 697 ; Doré, 708 ; Dugal, 697 ; Julien, 696 ; Lamy & Gélinas, 707 ; Poupart, 697 ; Ritchie *et al.*, 707 ; Temple & Son, 696 ; The Eastern Townships' Chrome Iron, Mining and Milling Coy, 696 ; Valois, 697.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Beaudoin & Cie, 689 ; Club Le Frontenac, 691 ; Compagnie de pulpe Ouiatchouan, 688 ; Compagnie de téléphone du comté de Saint-Maurice, 688 ; Compagnie Knit-to-fit, 691 ; La Compagnie des terrains suburbains de Montréal, 692 ; Le Club des Marchands de Chicoutimi, 695 ; The Aylmer Drill Manufacturing Coy, 688 ; The Canadian Chrome Iron Coy, 690 ; The Granby Printing and Publishing Coy, 692 ; The Quebec Athletic Club, 693 ; The Texas Gold Mining Coy, 690 ; Warden King & Son, 633.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande de changements de limites de :—Oxford & Brompton, comté de Sherbrooke, 675.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'ériger en : —Saint-Jean de la Croix, 675 ; Saint-Rémi du Lac au Sable, comté de Portneuf, 675.

NOMINATIONS :—*Commissaires pour l'erection civile des paroisses des diocèses de :* —Chicoutimi, 673 ; Sherbrooke, 673 ; Ottawa, 674.
Greffiers-conjoints : — Gracefield, Ottawa, 674 ; Mille-Vaches, 674.
Juges de Paix :—Beauce, 674 ; Ottawa, 674.

PROCLAMATION :—Erection de paroisse : — Saint-Louis de Pintendre, 704.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—De L. G. A. Legendre à J. J. Lavoie, 681.

SÉPARATIONS DE BIENS : —Dmes Gagné vs Letourneau, 695 ; Henry vs Beaudry, 695 ; Jaret vs Brodeur, 694 ; Lebeau vs Dansereau, 695 ; Legault vs Lalonde, 694 ; Mowat vs McDowell, 694 ; Normandin vs Mongeau, 695 ; Petit vs Masse, 694 ; Reilley vs Beckingham, 695 ; St-Sauveur vs Morin, 694.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Casgrain, 675 ; Mailloux, 675 ; Pohénégamook, 675 ; Roux, 675 ; Watford, 675 ; Wentworth, 674.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 676.

VENTES PAR LES SHERIFS

IBERVILLE :—Dame Lanoue vs Dandurand, 697.

MONTMAGNY :—Dame Bender vs Boulet *et uxor*, 698.

MONTRÉAL :—Galarneau vs Deslauriers *et al*, 698 ; Gravel *et al* vs Jacotel, 699 ; La Corporation de la ville de l'Assomption vs The Canadian Food Supply Coy, 700 ; Simpson *et al èsqual* vs Nelson, 699.

OTTAWA :—Dme Pedlar *et vir* vs Martel *et al*, 701 ; Dme Russell vs Latour *et al*, 700.

Amateur Athletic, 685 ; The Royal Saint Lawrence Yacht Club, 685 ; Transit Insurance Coy of Montreal, 687.

ELECTION EXPENSES : — Electoral districts of : — Drummond : W. J. Watts, 687 ; Joliette : J. M. Tellier, 707 ; Jos. Gadoury, 687.

INSOLVENTS :—Buzzell & Co., 696 ; Chevalier & Cie, 707 ; Côté, 697 ; Doré, 708 ; Dugal, 708 ; Julien, 696 ; Lamy & Gélinas, 707 ; Poupart, 697 ; Ritchie *et al.*, 707 ; Temple & Son, 696 ; The Eeastern Townships' Chrome Iron, Mining and Milling Coy, 696 ; Valois, 697.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Beaudoin & Cie, 689 ; Le Frontenac Club, 691 ; Compagnie de pulpe Ouiatchouan, 688 ; Compagnie de téléphone du comté de Saint Maurice, 688 ; Knit-to-fit company, 691 ; The Montreal suburban land Coy, 692 ; Le Club des Marchands de Chicoutimi, 695 ; The Aylmer Drill Manufacturing Coy, 688 ; The Canadian Chrome Iron Co., 690 ; The Granby Printing and Publishing Coy, 692 ; The Quebec Athletic Club, 693 ; The Texas Gold Mining Coy, 690 ; Warden King & Son, 633.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application for change of limits of :—Oxford & Brompton, county of Sherbrooke, 675.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to erect in : —Saint Jean de la Croix, 623 ; Saint Rémi du Lac au Sable, county Portneuf, 675.

APPOINTMENTS :—*Commissioners for civil erection of the parishes of the dioceses of:* Chicoutimi, 673 ; Sherbrooke, 673 ; Ottawa, 674.
Joint Clerks : — Gracefield, Ottawa, 674 ; Mille Vaches, 674.
Justices of the Peace :—Beauce, 674 ; Ottawa, 674.

PROCLAMATION :- Parish erected :—Saint Louis de Pintendre, 704.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER : From L. G. A. Legendre to J. J. Lavoie, 681.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Gagné vs Letourneau, 695 ; Henry vs Beaudry, 695 ; Jaret vs Brodeur, 694 ; Lebeau vs Dansereau, 695 ; Legault vs Lalonde, 694 ; Mowat vs McDowell, 694 ; Normandin vs Mongeau, 695 ; Petit vs Masse, 694 ; Reilley vs Beckingham, 695 ; St. Sauveur vs Morin, 694.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Casgrain, 675 ; Mailloux, 675 ; Pohénégamook, 675 ; Roux, 675 ; Watford, 675 ; Wentworth, 674.

SALE OF TIMBER LIMITS, 676.

SHERIFF'S SALES :

IBERVILLE :—Dme Lanoue vs Dandurand, 697.

MONTMAGNY :—Dme Bender vs Boulet *et uxor*, 698.

MONTREAL :- Galarneau vs Deslauriers *et al*, 698 ; Gravel *et al* vs Jacotel, 699 ; The Corporation of the town of L'Assomption vs The Canadian Food Supply Coy, 700 ; Simpson *et al èsqual* vs Nelson, 699.

OTTAWA :—Dme Pedlar vs Martel *et al*, 701 ; Dme Russell vs Latour *et al*, 700.

PONTIAC :—McCuaig *et al* vs Berard, 701.

QUÉBEC :—Delle Cazeau vs St. Laurent *et al*, 702 ; Joly de Lotbinière vs Langlois, 702 ; La cité de Québec vs Rév. Bellemare *et al*, 702 ; Naud vs Beaucage, 703.

SAGUENAY :—Dme Fortin vs Simard, 708.

TROIS-RIVIÈRES :—Comeau vs Moreau, 703 ; Dme Hamelin vs Saint Cyr, 703.

QUÉBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

PONTIAC :—McCuaig *et al* vs Berard, 701.

QUEBEC :—Delle Cazeau vs St. Laurent *et al*, 702 ; Joly de Lotbinière vs Langlois, 702 ; The city of Quebec vs Rev. Bellemare *et al*, 702 ; Naud vs Beaucage, 703.

SAGUENAY :—Dme Fortin vs Simard, 708.

THREE RIVERS :—Comeau vs Moreau, 703; Dme Hamelin vs St. Cyr, 703.

QUEBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.

1926